



## Ville d'accueil et de transit

Moyens de subsistance et projet de migration des migrant(e)s et réfugié(e)s à Sousse, Tunisie

Rapport de recherche MMC,  
Février 2024



DRU CONSEIL  
DANOIS POUR  
LES RÉFUGIÉS



THE UNIVERSITY OF EDINBURGH  
School of Social and  
Political Science



UK Research  
and Innovation



**Crédit photo de couverture :**

© Andy Soloman / Alamy Stock Photo  
Juillet 2022. Panneau sur le quai de la gare  
de Sousse, Tunisie.

# Remerciements

**Préparé par :** Ichraf Ouhibi (Association Tunisienne Awledna), quatre énumérateurs 4Mi (Mixed Migration Centre),<sup>1</sup> et Dr Ann-Christin Zuntz (Université d'Edimbourg)

**Rapport écrit par :** Dr Ann-Christin Zuntz

**Revu par :** Jessamy Garver-Affeldt, Thibaut Girault, Jennifer Vallentine

**Mise en page et conception :** Simon Pegler

**Nos remerciements vont à :** Mme Imen Ouardani, ancienne adjointe au maire de la municipalité de Sousse, et Mme Sonia Ben Ali, membre du conseil municipal de la délégation d'Erriadh, Sousse, pour leur contribution aux sous-sections sur la gestion de la migration à Sousse et aux recommandations.

**Citation Suggérée :** Mixed Migration Centre (2024) Ville d'accueil et de transit – Moyens de subsistance et projet de migration des migrant(e)s et réfugié(e)s à Sousse, Tunisie. Disponible sur le site: [www.mixedmigration.org](http://www.mixedmigration.org)

## A propos du MMC

MMC est un réseau mondial engagé dans la collecte de données, la recherche, l'analyse et le développement de politiques et de programmes sur la migration mixte, avec des centres régionaux en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, en Europe et en Amérique latine, et une équipe mondiale basée à Genève et à Bruxelles.

Le MMC est une source majeure de données, de recherches, d'analyses et d'expertise indépendantes et de haute qualité. Le MMC a pour objectif d'améliorer la compréhension des migrations mixtes, d'avoir un impact positif sur les politiques migratoires mondiales et régionales, de fournir des réponses en matière de migrations mixtes fondées sur des données probantes pour les personnes en déplacement et de stimuler la

réflexion dans les débats publics et politiques sur les migrations mixtes. Le MMC met l'accent sur les droits de l'homme et la protection de toutes les personnes en déplacement.

Le MMC fait partie du Conseil danois pour les réfugiés (DRC).

Pour en savoir plus sur le MMC visitez notre site web: [www.mixedmigration.org](http://www.mixedmigration.org) et suivez nous sur [@MixedMigration](https://twitter.com/MixedMigration)

## A propos de MADAR

La présente étude a été effectuée dans le cadre du Projet Maghreb Action on Displacement and Rights (MADAR مدار « parcours » en arabe) Network Plus, qui cherche à améliorer la protection humanitaire des personnes vulnérables déplacées dans des contextes de conflit dans la région centrale du Maghreb de l'Algérie, Maroc et Tunisie. Le réseau MADAR est financé par UKRI Arts and Humanities Research Council (AHRC) Global Challenges Research Fund (GCRF).

Le MADAR est un réseau multinational de professionnel(le)s de la société civile et des organisations de recherche, dirigé par la professeure Mariangela Palladino de l'Université de Keele. MADAR facilite les collaborations de recherche et commande des projets de recherche en s'appuyant sur l'expertise régionale de chercheur(se)s basé(e)s au Royaume-Uni et au Maghreb dans les domaines des arts et des sciences humaines, et des sciences sociales et politiques. MADAR allie une approche interdisciplinaire avec des méthodes participatives et collaboratives, déployant un engagement artistique et créatif pour mobiliser les voix mondiales, améliorer l'accès des groupes marginaux et sous-représentés et fournir un rôle plus actif pour les personnes déplacées pour façonner le processus et les résultats de la recherche.

1 Les noms des énumérateurs vivant en Tunisie ont été omis afin de protéger leur sécurité et leur anonymat.



THE UNIVERSITY OF EDINBURGH  
School of Social and  
Political Science



# Table des matières

Remerciements.....	3
Table des matières.....	4
Tableaux et figures.....	5
Glossaire.....	5
Principales conclusions.....	6
<b>1. Introduction.....</b>	<b>7</b>
La Tunisie, plaque tournante émergente de la migration en Méditerranée.....	7
Le contexte migratoire et le profil spécial de Sousse.....	8
Fournir des données probantes pour mieux soutenir les réfugié(e)s et les migrant(e)s à Sousse.....	9
<b>2. Méthodologie et profils.....</b>	<b>10</b>
<b>3. Résultats.....</b>	<b>12</b>
A. Gestion progressiste des migrations urbaines et soutien de la société civile à Sousse.....	12
B. Les facteurs économiques et socioculturels motivent la migration vers Sousse.....	13
C. Parcours dangereux et risques à l'arrivée.....	16
D. L'insécurité juridique et le travail informel entravent les moyens de subsistance des migrants à Sousse.....	18
E. Le besoin d'assistance est universel, mais diffère selon les voies d'entrée et le genre.....	23
<b>Conclusions et Recommandations.....</b>	<b>27</b>
Recommandations de politiques.....	27
<b>Annexe 1. Collecte de données qualitatives.....</b>	<b>30</b>
<b>Annexe 2. Méthodologie.....</b>	<b>31</b>

# Tableaux et figures

Figure 1: Répartition par âge et par sexe .....	10
Figure 2: Secteurs où les migrant(e)s et réfugié(e)s travaillaient avant leur départ .....	13
Figure 3: Raisons de quitter le pays de départ ventilées par genre.....	14
Figure 4: Moyens de transport, ventilés par groupe d'âge.....	16
Figure 5: Informations que les migrant(e)s et réfugié(e)s auraient considérées utiles mais qu'ils/elles n'avaient pas pendant leur voyage.....	17
Figure 6: Raisons de s'arrêter à Sousse.....	19
Figure 7: Statut juridique, ventilés par groupe d'âge.....	21
Figure 8: Statut juridique, ventilés par moyen de transport .....	21
Figure 9: Besoins d'assistance à Sousse pendant l'été 2023 .....	24
Figure 10: Besoins d'assistance à Sousse pendant l'été 2023, ventilés par moyens de transport .....	25
Carte 1: Pays d'origine .....	11
Encadré 1: Moyens de subsistance et migrations .....	9
Encadré 2: A propos de 4Mi.....	10
Encadré 3: Culture de la migration et attentes de la société pour les femmes travaillant dans les services aux personnes - Histoire de Marie .....	15
Encadré 4: Formes cachées de traite d'êtres humains - l'histoire d'Antoinette .....	17
Encadré 5: Sousse, une impasse pour les personnes en mouvement? L'histoire de Maurice.....	19
Encadré 6: Les réfugié(e)s explorent des voies juridiques parallèles - L'histoire de Louis .....	22
Encadré 7: Migrant(e)s diplômé(e)s et entrepreneuriat innovant - L'histoire d'Adrienne .....	23
Encadré 8: Expérience des organisations locales avec les migrant(e)s arrivant de Sfax en 2023 .....	24

## Glossaire

<b>ASEDEJ</b>	Association Solidarité Echange et Développement de la Jeunesse
<b>HCR</b>	Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
<b>MADAR</b>	Maghreb Action on Displacement and Rights
<b>MMC</b>	Mixed Migration Centre
<b>OI</b>	Organisation Internationale
<b>OIM</b>	Organisation Internationale pour les Migrations
<b>ONG</b>	Organisation non-gouvernementale
<b>OSC</b>	Organisation de la société civile
<b>UE</b>	Union Européenne

# Principales conclusions

Alors que la majorité des études précédentes sur la migration urbaine en Tunisie se sont concentrées sur Tunis et Sfax, Sousse, la troisième plus grande ville tunisienne qui compte 240,000 habitants, se distingue comme un centre pour les étudiant(e)s étranger(e)s, et plus récemment un sanctuaire pour les migrant(e)s qui ont fait face à la violence et la discrimination ailleurs en Tunisie. Elle se distingue également par l'approche progressiste de sa municipalité en matière de gestion de la migration. Le présent rapport vise à combler une lacune en termes de recherche sur l'expérience des migrant(e)s et des réfugié(e)s à Sousse et à fournir des données probantes pour mieux soutenir ces populations. Il étudie les expériences des migrant(e)s et réfugié(e)s à Sousse, la troisième plus grande ville de Tunisie. Il se base sur une enquête auprès de 200 migrant(e)s et réfugié(e)s sub-saharien(ne)s, des entretiens qualitatifs et des discussions de groupes avec des réfugié(e)s, des migrant(e)s sub-saharien(ne)s, arabes et européen(ne)s, et des acteurs locaux.

- **Sousse est une plaque tournante pour les étudiant(e)s étranger(e)s de l'Afrique de l'Ouest et des pays arabes, et pour les travailleur(se)s migrant(e)s d'Afrique Sub-saharienne, y compris ceux/celles fuyant la violence ailleurs en Tunisie en 2023.** Sousse est attractive pour les migrant(e)s et réfugié(e)s du fait des emplois informels dans le tourisme, d'une éducation de qualité, et des coûts de vie abordables, mais est considérée uniquement comme un lieu de transit pour la plupart, et ce à cause des obstacles majeurs à la régularisation de leur séjour et emploi, et leur désir d'atteindre d'autres destinations en Europe. Les étudiant(e)s étranger(e)s arrivent par voie aérienne et sont éligibles à un permis de résidence, mais qui ne leur donne pas le droit de travailler. Les travailleur(se)s migrant(e)s arrivent à Sousse par avion avec un visa de séjour touristique de 90 jours, qu'ils/elles peinent ensuite à renouveler, ou de plus en plus par une nouvelle route de migration irrégulière à travers la frontière algérienne.
- **Sousse est connue comme une ville accueillante pour les migrant(e)s et réfugié(e)s du fait de l'approche progressiste de sa municipalité et du fort appui de sa société civile.** Au cours de la pandémie de COVID-19, la municipalité de Sousse a collaboré avec la société civile et les organisations internationales pour soutenir les migrant(e)s et réfugié(e)s, créant une base de données et des réseaux pour une assistance à plus long terme. Depuis la fin de la pandémie, la municipalité a rationalisé la migration dans des programmes plus larges d'inclusion sociale pour les populations en situation de vulnérabilité. Les facteurs externes, tels que le fait que Sousse accueille une plus petite population de migrant(e)s ayant un niveau d'éducation plus élevé, en comparaison avec les autres grandes villes comme Tunis et Sfax, a probablement donné une base solide à cette approche progressiste et a contribué à réduire les tensions entre les réfugié(e)s, migrant(e)s et les populations locales, en comparaison avec d'autres villes en Tunisie.
- **La plupart des moyens de subsistance des migrant(e)s et réfugié(e)s avant leur départ étaient précaires, mais les facteurs économiques ne peuvent pas à eux seuls expliquer la décision de migrer.** Avant de venir en Tunisie, la plupart des migrant(e)s et réfugié(e)s avaient un travail temporaire, avec les jeunes dépendant souvent d'un appui familial. Les opportunités, droits et libertés économiques sont des facteurs de mobilité, mais les facteurs socioculturels et une culture de migration, surtout pour les femmes, sont aussi des facteurs importants.
- **Les migrant(e)s et réfugié(e)s qui voyagent de manière irrégulière font face à des conditions de voyage dangereuses. Les migrant(e)s et réfugié(e)s qui arrivent par des canaux réguliers par avion risquent aussi de tomber dans l'irrégularité, être victimes d'exploitation et de la traite des humains.** Les migrant(e)s et réfugié(e)s sondé(e)s qui voyagent de manière irrégulière par voie terrestre ont souligné le besoin d'avoir plus d'informations fiables sur les risques de sécurité le long du parcours. Les femmes interrogées ont rapporté plus souvent que les hommes avoir été victimes de violences sexuelles et se livrer au travail sexuel afin de financer leur voyage. Plus de la moitié des migrant(e)s et réfugié(e)s sondé(e)s n'auraient pas entrepris le voyage s'ils/elles avaient su ce qu'ils/elles savent aujourd'hui, et qu'il est peu probable qu'ils/elles recommandent le voyage à d'autres.
- **Quel que soit le moyen de transport, pour la grande majorité des migrant(e)s et réfugié(e)s, il n'est possible de travailler que dans l'économie informelle – certain(e)s diplômé(e)s luttent contre la déqualification par l'entrepreneuriat innovant.** Sans le droit formel au travail, même ceux/celles qui ont un niveau d'éducation élevé ne peuvent trouver que des emplois informels peu qualifiés sans protection ni sécurité sociale. Ceci peut mener à des niveaux d'exploitation élevés, des salaires plus bas que la moyenne et aux risques d'exploitation et de traite des personnes. Certain(e)s diplômé(e)s ont mis en place des entreprises innovantes, souvent avec l'aide de prêts pour la promotion du micro-entrepreneuriat.
- **L'incertitude juridique complique les moyens de subsistance des demandeur(esse)s d'asile et réfugié(e)s.** Sousse accueille le quatrième plus grand nombre de réfugié(e)s et demandeur(esse)s d'asile inscrit(e)s en Tunisie, mais il n'y a pas de procédure claire pour les permis de séjour et le travail formel, même pour ceux/celles qui ont le statut de réfugié(e) confirmé. Les personnes âgées et les femmes en particulier trouvent beaucoup de difficultés à renouveler leurs documents de statut de demandeur(esse)s d'asile parce qu'il n'y a pas de bureau du HCR à Sousse.
- **Les migrant(e)s et les réfugié(e)s sondé(e)s à Sousse ont exprimé un besoin quasi-universel d'assistance, particulièrement pour une aide financière en espèces.** Les migrant(e)s peu éduqué(e)s qui sont entré(e)s par voie terrestre ont le plus besoin d'assistance de base pour la subsistance, les offres d'emploi, les permis de séjour temporaires conçus pour les populations transientes. Ceux/celles qui sont arrivé(e)s par avion, y compris les étudiant(e)s, ont besoin d'assistance juridique pour déposer leurs demandes de permis de séjour. Les femmes ont besoin d'aide pour inscrire leurs enfants à l'école. Ces dernières ont exprimé leur besoin de moyens de subsistance de base et de l'assistance juridique, plus souvent que les hommes interrogés.

# 1. Introduction

Les migrant(e)s et les réfugié(e)s à Sousse, troisième plus grande ville de Tunisie, peuvent avoir des profils très différents : une designer de mode camerounaise qui vend ses créations en ligne ; une réfugiée syrienne qui fabrique des pâtisseries orientales ; un entraîneur de football malien qui entraîne des jeunes locaux et sub-sahariens ; un adolescent guinéen qui transporte des sacs de déchets pour vivre tout en rêvant d'une carrière comme boxeur professionnel en Europe. En se basant sur des données d'interviews et d'enquêtes de 2023, le présent rapport analyse les moyens de subsistance des migrant(e)s et des réfugié(e)s à Sousse à la lumière de la récente répression anti-migrant(e)s, de la précarité économique croissante, et des départs records par voie maritime vers l'Italie.

## La Tunisie, plaque tournante émergente de la migration en Méditerranée

Depuis la révolution de 2011 en Tunisie, les côtes du pays sont devenues une zone de rassemblement pour les départs d'embarcations s'engageant sur la Méditerranée. Depuis, les profils des migrant(e)s et réfugié(e)s en Tunisie sont devenus de plus en plus diversifiés du point de vue de leur statut juridique, pays d'origine, genre, et raisons motivant leur déplacement. En plus des jeunes tunisien(ne)s qui cherchent à échapper à des conditions économiques qui se dégradent, le nombre de migrant(e)s et réfugié(e)s internationaux qui prennent la mer pour chercher à atteindre l'Europe a récemment augmenté. Ceux/celles-ci viennent principalement d'Afrique de l'Ouest francophone, mais aussi de pays plus lointains tels que la Syrie et le Soudan.<sup>1</sup> Après le début de la guerre civile en Libye après 2011, la Tunisie est aussi devenue une destination secondaire, et un lieu de transit, pour les africain(ne)s sub-saharien(ne)s qui travaillaient en Libye. En 2021, l'institut national des statistiques tunisien (INS) a estimé le nombre de migrant(e)s dans le pays à 59,000.<sup>2</sup> En septembre 2023, 11,000 demandeur(esse)s d'asile et réfugié(e)s étaient inscrit(e)s auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR),<sup>3</sup> dont 2,800 Syrien(ne)s, 2,400 Ivoirien(ne)s, et près de 2,300 Soudanais(es), les trois principales nationalités qui constituent les plus grands groupes. Entre juillet et septembre 2023, 4,800 nouveaux/nouvelles arrivant(e)s ont contacté les bureaux du HCR à Tunis pour s'inscrire, presque cinq fois plus qu'entre avril et juin 2023. Ces chiffres reflètent les mouvements croissants en Méditerranée, vers et hors de la Tunisie, de même que l'émergence de la Tunisie comme principal pays de départ vers l'Europe à partir de la rive Sud de la méditerranée.<sup>4</sup> Le nombre plus élevé d'inscriptions suggère aussi qu'au vu du climat politique tendu pour les étranger(e)s, les personnes déplacées pourraient estimer qu'il est encore plus important de régulariser leur séjour et obtenir de l'assistance en demandant le statut de réfugié(e).<sup>5</sup> En 2020, plus de 70% des migrant(e)s et réfugié(e)s enquêté(e)s par le MMC à Tunis décrivaient leur situation comme étant en transit.<sup>6</sup> Comme ce rapport le montre, un nombre encore plus important d'enquêté(e)s à Sousse perçoivent leur séjour comme étant un arrêt temporaire dans leur parcours en direction du Nord.

Plusieurs raisons peuvent expliquer pourquoi les personnes en situation de mobilité choisissent de passer par la Tunisie, y compris l'entrée sans visa pendant quatre-vingt-dix jours pour les citoyen(ne)s de quinze pays d'Afrique Sub-saharienne,<sup>7</sup> la présence d'institutions d'enseignement supérieur francophones de renommée et de nombreuses opportunités de travail, disponibles grâce aux réseaux communautaires et aux réseaux sociaux. Les secteurs d'activité dans lesquels l'emploi informel prédomine sont nombreux ; les migrant(e)s et les réfugié(e)s peuvent facilement trouver du travail dans les restaurants et cafés, les hommes travaillant souvent dans le bâtiment, la pêche et le jardinage, et les femmes comme techniciennes de surface, femmes de ménage, et nounous.<sup>8</sup>

## ...De nombreux défis subsistent

Malgré la popularité croissante de la Tunisie comme plaque tournante de la migration, il subsiste des problèmes systémiques entraînant une irrégularité et une informalité généralisée sur le marché du travail qui façonnent l'expérience de nombreux(se)s migrant(e)s. Lorsque les migrant(e)s dépassent la durée de leur visa de 90 jours et débutent une période de séjour irrégulier,

1 HCR (2023) [Tunisia Operational Update July-September 2023](#)

2 Institut National de la Statistique (INS) & Observatoire National de la Migration (2021) [Rapport de l'enquête nationale sur la migration internationale Tunisie-HIMS](#)

3 UNHCR (2023) [UNHCR Tunisia Registration Data](#)

4 Camilli, A. & Paynter, E. (2020) [Tunisia: North Africa's overlooked migration hub](#), The New Humanitarian; Msakni, F. (2020) [From Sub-Saharan African States to Tunisia A quantitative study on the situation of migrants in Tunisia: general aspects, pathways and aspirations](#), Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux; REACH & Mercy Corps (2018) [Tunisia, country of destination and transit for sub-Saharan African migrants - October 2018](#), Reliefweb.

5 UNHCR (2023) [Op.Cit.](#)

6 MMC (2020) [Urban Mixed Migration Tunis Case Study](#)

7 Les personnes en provenance de ces pays d'origine ont le droit de séjourner en Tunisie avec un visa touristique de 90 jours : Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Comores, Côte d'Ivoire, Guinée Equatoriale, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Libye, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal.

8 MMC (2020) [Op Cit.](#)

ils/elles commencent à accumuler les amendes sur la base de la durée de leur séjour, et ne peuvent quitter le pays qu'après leur paiement. Les migrant(e)s qui souhaitent demander des permis de travail qui leur permettraient d'obtenir un titre de séjour se heurtent au principe de la «préférence nationale». Ils/elles ne peuvent être embauché(e)s par des entreprises tunisiennes que si les employeurs peuvent prouver qu'il n'y a pas de candidat(e)s tunisien(ne)s potentiel(le)s ayant des qualifications équivalentes, ce qui est, en pratique, difficilement faisable. Les permis de séjour délivrés aux étudiant(e)s étranger(e)s ne leur permettent pas de travailler. Alors que la constitution tunisienne de 2014 garantit que tout individu, quelle que soit sa nationalité, a «le droit de vivre, dans la dignité et dans le respect de la vie privée» sur le sol tunisien, et qu'il existe une loi de 2018 visant à éliminer toute forme de discrimination raciale, il n'est pas clair si les migrant(e)s et les réfugié(e)s bénéficient de ces droits. Bien qu'elle soit signataire de la Convention relative au statut des réfugié(e)s, la Tunisie est à l'arrêt depuis 2012 en matière de législation nationale sur l'asile. Le statut de demandeur d'asile ou de réfugié conféré par le HCR ne donne pas automatiquement aux personnes déplacées de droit de travailler. Alors que le HCR fait face à une population de réfugié(e)s croissante et de plus en plus diversifiée, les possibilités de soutien financier et d'identification de solutions durables sont limitées<sup>9</sup>. En conséquence, comme beaucoup de migrant(e)s, les demandeur(esse)s d'asile et réfugié(e)s n'ont pas accès aux permis de séjour et au marché formel du travail.<sup>10</sup>

La détérioration du climat politique en Tunisie a de plus en plus d'impact sur les moyens de subsistance et les déplacements des migrant(e)s et des réfugié(e)s à l'intérieur et à l'extérieur du pays. 2023 a marqué un tournant pour les étranger(e)s d'origine sub-saharienne en Tunisie, pour qui la précarité économique croissante a été aggravée par leur situation juridique incertaine et, ces derniers temps, par la détérioration du climat politique pour les étranger(e)s. Les données 4Mi collectées par le Centre pour les migrations mixtes (MMC) depuis 2021 montrent que la violence physique et non-physique sont parmi les risques les plus fréquemment signalés par les personnes interrogées en Tunisie, ce qui indique une tendance à la discrimination raciale et aux abus à l'encontre des migrant(e)s dans le pays.<sup>11</sup> En outre, le discours prononcé par le président Kais Saïed le 21 février 2023 a déclenché une vague sans précédent d'arrestations, d'expulsions forcées et de violences ouvertes contre les migrant(e)s et les réfugié(e)s d'Afrique subsaharienne, et même les tunisien(ne)s noir(e)s<sup>12</sup>. La situation est devenue particulièrement grave à Sfax, la deuxième plus grande ville de Tunisie et le centre industrielle de la région. Des milliers de migrant(e)s et de réfugié(e)s ont également été refoulé(e)s vers les frontières dans le désert avec l'Algérie et la Libye depuis juillet 2023.<sup>13</sup>

La dimension géopolitique transméditerranéenne a aggravé les défis auxquels sont confronté(e)s les migrant(e)s et les réfugié(e)s en Tunisie. En juillet 2023, la Tunisie a signé un protocole d'accord avec l'Union Européenne (UE) pour élargir leur partenariat dans divers domaines, dont la gestion des migrations. Dans le cadre de cet accord, la Tunisie a obtenu 105 millions d'euros pour lutter contre les passeurs et environ 15 millions d'euros pour les organisations humanitaires afin de faciliter le retour volontaire des migrant(e)s.<sup>14</sup> Presque immédiatement, le gouvernement tunisien a fait marche-arrière annonçant qu'il ne reprendrait que ses propres citoyen(ne)s, mais pas les africain(ne)s subsaharien(ne)s ayant transité par la Tunisie pour se rendre en Europe.<sup>15</sup> Entre temps, un très grand nombre de traversées maritimes a continué pendant l'été 2023, étant donné que les garde-côtes et autres forces de l'ordre ne pouvaient pas faire face au nombre croissant de migrant(e)s quittant la Tunisie par bateau, alors que les prix des passeurs ont baissé.<sup>16</sup> Les enquêteur(ice)s 4Mi du MMC ont également observé que les garde-côtes laissaient souvent partir les bateaux non pas en raison de leur capacité, mais plutôt pour voir les étranger(e)s quitter la Tunisie.<sup>17</sup> Début octobre 2023, les arrivées en Italie, principalement en provenance des côtes tunisiennes, étaient déjà plus élevées qu'elles ne l'avaient été depuis les chiffres records de 2016.<sup>18</sup>

## Le contexte migratoire et le profil spécial de Sousse

Alors que la plupart des études précédentes sur la migration urbaine en Tunisie se sont concentrées sur Tunis et Sfax, Sousse, la troisième plus grande ville de Tunisie et qui compte environ 240.000 habitants, se distingue comme un centre pour les étudiant(e)s étranger(e)s et, plus récemment, un sanctuaire pour les travailleur(se)s migrant(e)s en situation de vulnérabilité. Elle se distingue également par l'approche progressiste de sa municipalité en matière de gestion des migrations.<sup>19</sup>

9 Pour une vue d'ensemble de l'adhésion de la Tunisie aux instruments internationaux de protection des droits de l'homme, voir Ben Achour, S. (2019) *La Tunisie, une terre d'accueil pour les réfugiés?* In: *Frontières, sociétés et droit en mouvement*, ed. par Sylvie Mazzella et Delphine Perrin, Bruxelles: Editions Bruyant, 221-244.

10 Pour une vue d'ensemble des politiques d'asile et de migration en Tunisie, ainsi que de l'accès des réfugiés et des migrants au travail, voir par exemple E. V. (2019) [Tunisie, des migrants subsahariens toujours exclus du rêve démocratique](#), Migrations Société; MMC (2021) [Hidden hardship of an unnoticed workforce. The economic lives of refugees and migrants in Tunisia](#); Natter, K. (2022) [Tunisia's migration policy: the ambiguous consequences of democratization](#), Heinrich Boell Stiftung; Terre d'Asile Tunisie (2020) [L'essentiel - «L'accès au travail des migrants en Tunisie : Du cadre juridique à la pratique»](#)

11 MMC (2023) [4Mi interactive: Dangers on the journey reported in Tunisia](#)

12 UN OHCHR (2023) [Tunisia must immediately stop hate speech and violence against migrants from south of Sahara. UN Committee issues early warning](#)

13 Tondo, L. (2023) ['I had to drink my own urine to survive': Africans tell of being forced into the desert at Tunisia border](#), The Guardian.

14 Doyel, S., Forin, R. & Frouws, B. (2023) [A damaging deal: abuses, departures from Tunisia continue following EU agreement](#)

15 O'Carroll, L. (2023) [Tunisia says it will not be 'reception centre' for returning migrants](#), The Guardian.

16 Entretien avec les principales parties prenantes, agent recenseur 4Mi d'Afrique subsaharienne, octobre 2023.

17 Entretien avec les principaux intervenants, recenseurs 4Mi, octobre 2023.

18 MMC (2023) [Quarterly Mixed Migration Update North Africa, Quarter 2, 2023](#); UNHCR (2023) [Europe Situation: Data and Trends – Arrivals and Displaced Populations September 2023](#)

19 ICPMD, UCLG & UN-Habitat (2020) [Profil migratoire de la ville de Sousse](#)



Sousse accueille des universités publiques et privées de premier plan, et est depuis longtemps une plaque tournante pour les talents de l'Afrique de l'Ouest francophone, ainsi que de divers pays arabes. En 2018/19, les statistiques d'inscription à l'université faisaient état de 920 étudiant(e)s étranger(e)s.<sup>20</sup> Pour les jeunes athlètes, en particulier les footballeurs, les clubs sportifs locaux sont également des employeurs recherchés. En raison de son standing de vie élevé et de sa situation sur la côte, la ville est attrayante pour les retraités européens, et est aussi un centre de tourisme médical pour les Africain(ne)s subsaharien(ne)s aisé(e)s. Ces dernières années, la composition de la population étrangère de Sousse a changé, à commencer par l'arrivée de réfugié(e)s libyen(ne)s et syrien(ne)s au milieu des années 2010, puis de travailleur(se)s migrant(e)s irrégulier(e)s d'Afrique subsaharienne. Sousse accueille aujourd'hui le quatrième plus grand nombre de réfugié(e)s et de demandeu(ses) rs d'asile en Tunisie, avec 353 demandeu(ses) rs d'asile enregistré(e)s (contre 5,000 pour le Grand Tunis)<sup>21</sup>. En 2020, il y avait environ 3,000 migrant(e)s et réfugié(e)s ayant besoin d'aide à Sousse, même si leur nombre a peut-être augmenté depuis.<sup>22</sup> À la mi-2023, la réputation de Sousse en tant que ville plus accueillante que Sfax et sa proximité avec les plages d'où partent les bateaux vers l'Europe en ont fait un «havre sûr» pour ceux/celles qui fuyaient la violence à Sfax,<sup>23</sup> ainsi que pour un nombre croissant de migrant(e)s entrant illégalement en Tunisie par une nouvelle route, à savoir la frontière terrestre avec l'Algérie.<sup>24</sup>

## Fournir des données probantes pour mieux soutenir les réfugié(e)s et les migrant(e)s à Sousse

Les données de ce rapport ont été recueillies dans le cadre du projet «Make Them Count ! Soutenir l'action de la société civile pour améliorer les moyens de subsistance des réfugié(e)s et des migrant(e)s à Sousse, Tunisie», une étude collaborative d'un an financée par le Réseau Plus de l'Action Maghrébine sur le Déplacement et les Droits (MADAR). Parmi les partenaires figurent l'Association Tunisienne Awledna, une OSC tunisienne qui vient en aide aux migrants(e)s et réfugié(e)s à Sousse, des expert(e)s en migration du MMC et une anthropologue de l'Université d'Édimbourg.<sup>25</sup>

### Encadré 1: Moyens de subsistance et migrations

Par «moyens de subsistance», nous entendons les actifs, les capacités et les stratégies de survie monétaires et non monétaires des personnes en situation de mobilité. Une approche multi-échelles prend en compte les moyens de subsistance des migrant(e)s et des réfugié(e)s avant la migration, les moyens de subsistance dans les lieux de transit et les réseaux sociaux dans les pays d'origine, de transit, de destination et ailleurs. Les moyens de subsistance transcendent une logique purement économique et sont intégrés dans un dense réseau d'obligations sociales, d'affectations et de responsabilités partagées des réfugié(e)s et des migrant(e)s. Des facteurs culturels, une responsabilité familiale – en particulier pour les femmes – et des pressions sociales amènent certaines personnes à Sousse et les font y rester.

Le présent rapport adopte un cadre de moyens de subsistance au sens large décrit ci-dessus (voir Encadré 1). Il fait partie intégrante du projet «Make them Count !», qui vise à fournir une base de données factuelles et des recommandations qui permettront à Awledna et à d'autres partenaires de fournir une meilleure assistance aux populations en mobilité et de plaider en faveur de politiques migratoires sûres et décentes à Sousse. Il s'inscrit dans l'ensemble des projets migratoires et de l'expérience des réfugié(e)s et migrant(e)s à Sousse, mais touche également aux politiques de migration/asile au niveau national et local qui permettent ou limitent leurs moyens de subsistance.

La suite du rapport se compose de cinq parties : après un tour d'horizon de l'approche méthodologique mixte, il aborde les facteurs internes et externes qui ont fait de Sousse une ville d'accueil. Le rapport présente ensuite les résultats de trois étapes des projets migratoires des répondant(e)s : les moyens de subsistance et les motivations avant la migration, les voyages, les moyens de subsistance et les besoins d'assistance à Sousse. En conclusion, le rapport se concentre sur les recommandations de politiques publiques adaptées aux municipalités en général, ainsi qu'au positionnement unique de Sousse en tant que ville d'accueil et de transit.

20 Ibid.

21 UNHCR (2023) [UNHCR Tunisia Registration Data](#)

22 Interview des acteurs clés, le responsable du bureau de Terre d'Asile à Sousse, février 2023.

23 Bajec, A. (2023) [Fears for stranded Black African migrants as tensions boil over in Tunisia](#), The New Humanitarian; Speakman Cordall, S. (2023) [Europe frets over migration: Tunisia moves refugees to departure points](#), Al Jazeera.

24 Dans le passé, la plupart de ceux qui entraient en Tunisie par voie terrestre arrivaient de Libye. cf. Msakni, F. (2020) Op. cit.

25 Pour plus d'informations, veuillez consulter le site web du projet: <https://madar-network.org/en/projects-new/large-grants/make-space-edinburgh/>

## 2. Méthodologie et profils

### Méthodologie

L'étude a adopté une approche à méthodes mixtes avec vingt entretiens qualitatifs semi-directifs et deux discussions de groupes avec les migrant(e)s et les réfugié(e)s, ainsi que des entretiens avec diverses parties prenantes clés, en plus d'enquêtes quantitatives standardisées 4Mi menées auprès de 200 personnes à Sousse.<sup>26</sup> Tous les participant(e)s à l'étude étaient âgé(e)s de plus de 18 ans. Dans le cadre de cette étude, la collecte de données de 4Mi a porté uniquement sur un échantillon de répondant(e)s francophones, tandis que les entrevues qualitatives ont été menées en Arabe et en Français. Les enquêteur(rice)s qui ont mené l'enquête 4Mi ont reçu instruction de maximiser la diversité des genres, des âges, des statuts juridiques, des nationalités, etc. (voir Encadré 2).

#### Encadré 2: A propos de 4Mi

La méthodologie 4Mi est adaptée pour cibler les personnes en situation de mobilité, une population à la fois difficile à atteindre et difficile à compter de par sa fluidité. La collecte de données utilise donc une approche d'échantillonnage non probabiliste et n'est pas destinée à être représentative du volume global ou des caractéristiques des réfugié(e)s et des migrant(e)s à Sousse. Les données 4Mi sont également autodéclarées et le MMC n'a aucun moyen de vérifier les informations déclarées. Cependant, l'utilisation du système 4Mi a permis de collecter des données primaires sur les migrant(e)s et les réfugié(e)s à Sousse, une population mobile, hétérogène et difficile à atteindre qui n'avait jamais été étudiée systématiquement auparavant. Ce système fournit un aperçu utile de leurs expériences qui, à leur tour, peuvent aider à orienter les politiques et les interventions.

Des entretiens qualitatifs et des discussions de groupes ont eu lieu en février 2023, c'est-à-dire avant la recrudescence des violences et des discriminations à l'égard des étranger(e)s à partir de fin février. Les enquêtes 4Mi ont été menées entre juin et septembre 2023. En octobre 2023, un entretien de suivi avec des énumérateur(rice)s de 4Mi a permis de mieux comprendre les dynamiques migratoires locales et la logistique de la collecte de données à un moment de tensions accrues pour les étranger(e)s en Tunisie.

### Profils

La collecte de données qualitatives et quantitatives comprenait un peu plus d'hommes que de femmes chez les migrant(e)s et réfugié(e)s. Dans les entretiens qualitatifs, la moyenne d'âge et l'âge maximum étaient plus élevés (46 ans dans l'échantillon 4Mi contre 78 ans dans les entretiens qualitatifs). Pour l'échantillon 4Mi, les analyses sont ventilées par groupe d'âge (18-28 ans, 29 ans et plus), par genre et, dans quelques cas, selon que les répondant(e)s ont voyagé par avion (Figure 1).

**Figure 1: Répartition par âge et par sexe, (chiffres absolus entre parenthèses)**

		Genre		
		Femmes	Hommes	Total
Age	18-28	18.0% (36)	32.5% (65)	50.5% (101)
	29 et plus	22.5 % (45)	27.0% (54)	49.5% (99)
	Total	40.5% (81)	59.5% (119)	100% (200)

L'enquête 4Mi n'a inclus que des migrant(e)s et réfugié(e)s d'Afrique subsaharienne, alors que les interviews qualitatives ont également inclus des Européen(ne)s et des Arabes. Dans l'échantillon 4Mi, la plupart des répondant(e)s étaient originaires de l'Afrique de l'Ouest francophone; les principaux pays d'origine étant le Cameroun (24%), la Guinée (15%), la Côte d'Ivoire (14%), la République démocratique du Congo (10%), et le Mali (7%) (carte 1). Les enquêteur(rice)s ayant plusieurs années d'expérience dans la réalisation d'enquêtes 4Mi en Tunisie ont confirmé le nombre croissant de migrant(e)s de la Côte

<sup>26</sup> Consulter l'Annexe 2 pour plus d'informations sur la méthodologie



# 3. Résultats

## A. Gestion progressiste des migrations urbaines et soutien de la société civile à Sousse

Sousse est connue comme étant une ville accueillante parmi les migrant(e)s et réfugié(e)s, en raison de plusieurs facteurs externes, mais également en raison de la gestion active de la migration par la municipalité et l'appui fort de la société civile. Par rapport aux centres industriels tels que Sfax, Sousse rencontre moins de défis liés à la migration: le nombre de personnes concernées est moins élevé, les nouveaux/nouvelles arrivant(e)s, dont beaucoup sont des étudiant(e)s, bénéficient d'un niveau d'éducation supérieur, et, même s'ils/elles vivent par regroupements ethniques, il y a moins de risque de ghettoïsation. Les migrant(e)s et réfugié(e)s s'installent dans des quartiers mixtes tels que Erriadh et Boukhzar ayant un historique de migration intérieure et proches des universités. Dans ces zones, les nouveaux/nouvelles arrivant(e)s trouvent des environnements ouverts d'esprit, cosmopolites et un hébergement abordable.

Toutefois, la réputation de Sousse résulte également de plus d'une décennie de gestion active de la migration par plusieurs acteurs au sein de la municipalité, en collaboration avec des OSC expérimentées.<sup>28</sup> Entre 2018 et 2023, Sousse avait une adjointe au maire chargée des questions de migration qui a œuvré à améliorer la vie des migrant(e)s en établissant des partenariats avec les OSC, les organisations internationales (OI), et d'autres municipalités. Les responsables locaux dans les quartiers d'accueil de migrant(e)s ont également été sensibilisé(e)s à leurs besoins, et collaborent souvent avec les OSC locales. L'approche de la municipalité pour la gestion de la migration est passée par plusieurs phases: depuis mi-2010, elle est impliquée dans des réseaux transnationaux de villes œuvrant à la promotion de la décentralisation et des échanges entre pair(e)s, y compris Cités et Gouvernements Locaux Unis-Afrique, l'Observatoire International des Maires, et l'Initiative des Migrations Ville-à-Ville en Méditerranée MC2CM.<sup>29</sup> L'un des produits de l'Initiative MC2CM était un profil de migration, résumant les données de migration disponibles et énumérant les diverses parties impliquées dans la gouvernance de la migration à Sousse.<sup>30</sup> Dans le même temps, la municipalité de Sousse a commencé à coopérer avec les organisations internationales sur la gestion de la migration. En 2019, par exemple, en collaboration avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), Sousse a organisé des unités mobiles appelées "Plus près de chez vous" afin de partager les informations concernant les services aux migrant(e)s: assistance psychosociale et juridique, retour volontaire, et sensibilisation.

La pandémie de COVID-19 et la prise de conscience publique qui s'en est suivie des conditions de vie difficiles des migrant(e)s et des réfugié(e)s, ont marqué un tournant pour la municipalité et ses partenaires. A travers "Sousse solidaire", un comité multipartite pour la gouvernance de la migration a été créé. Ce comité a organisé des réunions en ligne avec les OSC telles que Awledna, les syndicats, le commissariat régional pour les affaires sociales, Caritas, et le gouvernorat de Sousse.<sup>31</sup> Comme il n'y avait pas de données fiables sur les migrant(e)s et les réfugié(e)s à Sousse, Awledna, avec sa base de données préexistante sur les bénéficiaires, a joué un rôle clé dans la coordination des évaluations de besoins et la distribution des aides. Cette approche a donné naissance à des relations de confiance entre la municipalité de Sousse et les communautés de migrant(e)s, ainsi qu'à des réseaux plus solides et une répartition du travail entre les OSC. En août 2022, l'organisation humanitaire Terre d'Asile a ouvert un bureau dans le quartier d'Erriadh, preuve du soutien des responsables locaux. Dès février 2023, Terre d'Asile recevait environ soixante migrant(e)s vulnérables par mois, travaillant étroitement avec des organisations gérées par des migrant(e)s et fournissant une assistance juridique (ainsi que d'autres formes d'assistance).

En plus de l'approche progressiste de la municipalité, un autre facteur contribuant au soutien aux migrant(e)s et réfugié(e)s sont les ONG locales, sous-financées, mais dynamiques et diverses. Les petites organisations de la société civile et des organisations nationales et internationales orientent souvent les bénéficiaires les unes vers les autres, et les organisations locales échangent même des volontaires. Plusieurs associations ethniques dirigées par des étudiant(e)s soutiennent leurs pair(e)s, et sont d'importants partenaires communautaires pour les organisations locales et internationales de développement, même si leur accès au financement est souvent entravé par leur absence de statut juridique.

Depuis la fin de la pandémie de COVID-19 et dans ce contexte de chômage élevé et de précarité de l'ensemble de la population, la municipalité de Sousse s'est focalisée sur l'inclusion sociale. Et ce à travers des activités dans les quartiers marginalisés, pour les jeunes, aussi bien les Tunisien(ne)s pauvres que les migrant(e)s. Cela comprend la revitalisation des espaces publics, par exemple les terrains de football pour les filles. Un autre projet à mettre en œuvre, en coopération

28 La Section 3a a été complétée par des interviews de partie prenante clé avec des membres d'Awledna, le responsable du bureau local de Terre d'Asile, les directeurs de deux organisations menées par des migrants, et le responsable de la section locale de l'Union des Français de l'Etranger (février 2023), et deux responsables politiques locaux chargés des questions de migration: un responsable local et l'ancienne adjointe au maire de Sousse (octobre 2023).

29 MMC & HCNU (2022) [Going to town: A mapping of city-to-city and urban initiatives focusing on the protection of people on the move along the Central and Western Mediterranean Routes](#)

30 ICMPD, UCLG & UN-Habitat (2020), Op. cit.

31 Dans le Grand Tunis, des programmes d'assistance similaires pour les migrants ont été mis en place par les municipalités de l'Ariana, Raoued et La Marsa pendant la pandémie, cf. MMC 2020, Op. cit.

avec Awledna, prévoit le développement d'une application interactive pour les nouveaux/nouvelles arrivant(e)s, avec la participation des migrant(e)s en tant que programmeur(se)s. Pour faciliter l'entrepreneuriat des migrant(e)s, la municipalité explore également les opportunités de "l'économie solidaire" afin de réunir des réfugié(e)s syrien(ne)s et des partenaires entrepreneur(se)s tunisien(ne)s.

Malgré les avancées réalisées par la ville de Sousse dans l'appui aux migrant(e)s et réfugié(e)s, le travail de la municipalité demeure extrêmement limité par l'absence d'un budget dédié. Pour l'instant, la municipalité ne peut agir qu'à travers ses organisations partenaires. La crise de l'immobilier à Sousse représente un autre défi: le coût des loyers augmente rapidement, même si beaucoup de maisons demeurent vides. De plus, il y a très peu de logements sociaux en Tunisie, et cela ne relève pas de la compétence de la municipalité. L'absence de cadre juridique au niveau national pour la régularisation du séjour et de l'emploi des étranger(e)s signifie que la municipalité ne peut pas traiter les causes de la précarité des moyens de subsistance de nombreux migrant(e)s et réfugié(e)s, c'est-à-dire l'insécurité juridique et le travail informel.

## B. Les facteurs économiques et socioculturels motivent la migration vers Sousse

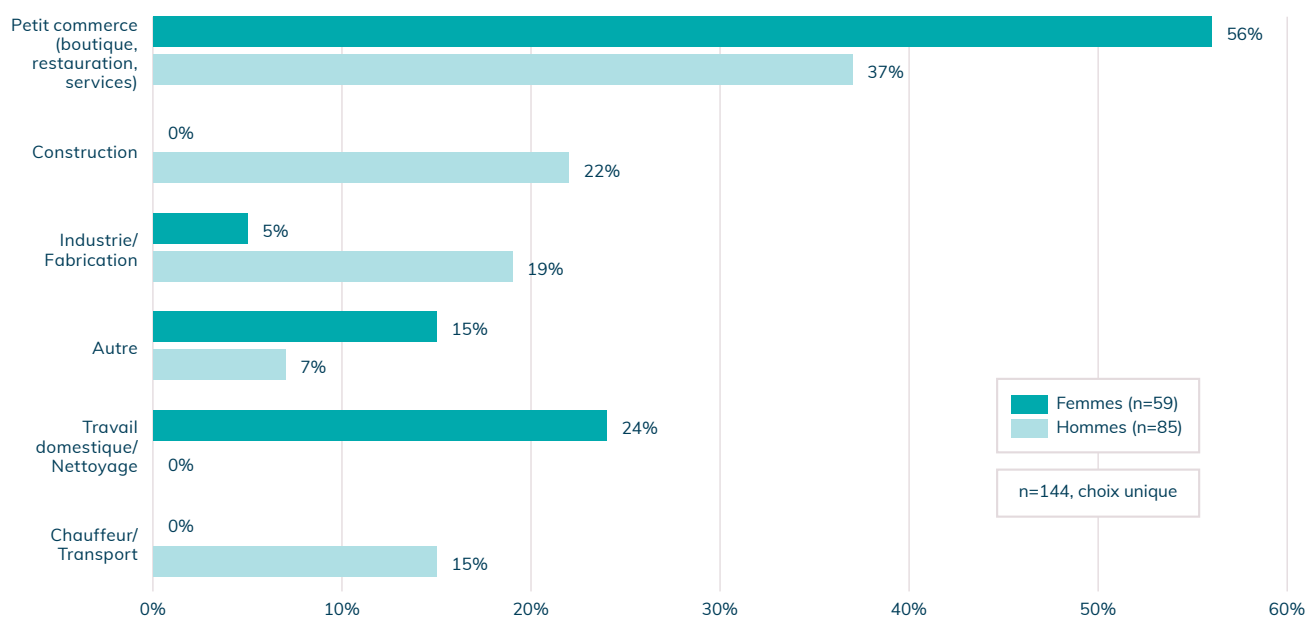
Les données qualitatives suggèrent qu'en plus des réfugié(e)s et demandeur(esse)s d'asile, Sousse héberge deux profils de migrant(e)s, ayant chacun ses propres stratégies de survie, motivations, et vulnérabilités: des étudiant(e)s, qui sont arrivé(e)s en Tunisie par avion, et d'autres travailleur(se)s plus âgé(e)s, dont beaucoup ont voyagé de manière irrégulière à travers les frontières terrestres. Généralement avant la migration, les répondant(e)s à l'enquête 4Mi avaient des moyens de subsistance incertains, avec des emplois occasionnels, et une dépendance du soutien familial en particulier pour les jeunes voyageur(se)s. La décision de plusieurs migrant(e)s et réfugié(e)s de partir à l'étranger est motivée par l'accès aux opportunités économiques et l'accès aux droits et libertés, mais les facteurs socioculturels jouent le rôle le plus important dans les décisions de migration précédentes.

### Moyens de subsistance incertains pré-migration

Au cours de l'année précédant leur départ, une large proportion de répondant(e)s à l'enquête 4Mi âgé(e)s de plus de 29 ans ont indiqué manquer d'argent avant de partir (89%), par rapport aux répondant(e)s plus jeunes (55%). Seuls 58% des migrant(e)s et réfugié(e)s qui ont voyagé par voie aérienne, avaient auparavant un revenu (vs. 88% de ceux qui ont voyagé par voie terrestre). Ceci s'explique par le fait que bon nombre de ceux/celles qui voyagent par avion sont des étudiant(e)s, tel que suggéré par leur âge légèrement inférieur, et le fait que pour, 78% d'entre eux/elles, leurs familles avaient initialement financé leur voyage.

Même si 72% de tous les répondant(e)s gagnaient de l'argent avant le départ, seuls 17% avaient un revenu stable. Parmi ceux/celles qui travaillaient, les femmes et les hommes étaient pour la plupart employé(e)s dans des petites entreprises; les femmes avaient également des emplois domestiques, alors que les hommes travaillaient dans le bâtiment, la manufacture, et en tant que chauffeurs (Figure 2). 75% des personnes qui n'avaient pas de revenus avant leur migration, étaient des étudiant(e)s.

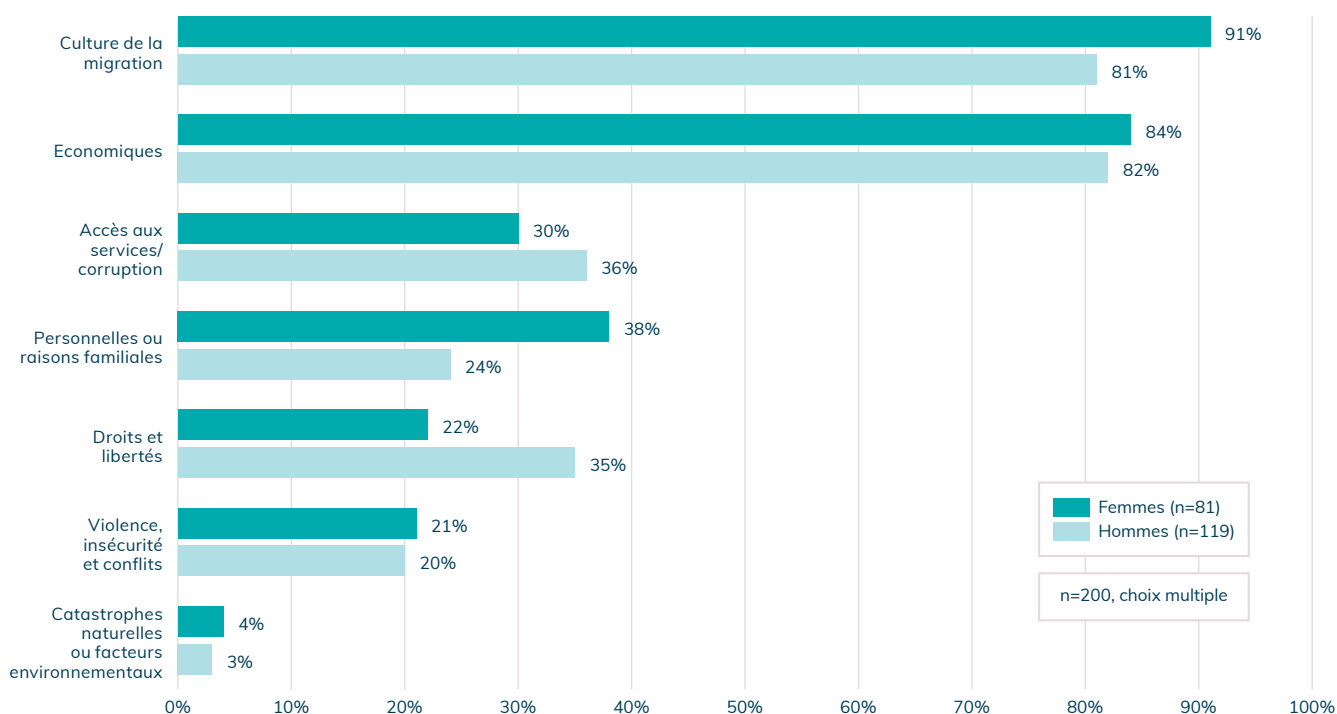
**Figure 2: Secteurs où les migrant(e)s et réfugié(e)s travaillaient avant leur départ**



## Les facteurs socioculturels et économiques sont les principaux catalyseurs de la migration

Parmi les répondant(e)s à l'enquête 4Mi à Sousse, la «culture de la migration» et les considérations économiques étaient de loin les raisons les plus fréquemment citées pour la migration. Quarante-trois pourcent des migrant(e)s et réfugié(e)s interrogé(e)s ont mentionné les considérations économiques (Figure 3). Parmi ceux qui n'ont pas voyagé par voie aérienne pour arriver en Tunisie (et étaient donc, vraisemblablement, les travailleur(se)s migrant(e)s arrivé(e)s de manière irrégulière en Tunisie), les raisons économiques étaient encore plus communes (96%). Toutefois, parmi toutes les personnes interrogées, la raison la plus fréquemment citée de la migration était la «culture de la migration» (85%), en particulier chez les femmes (91%). À titre de comparaison, les rapports MMC précédents qui ont interrogé les migrant(e)s et réfugié(e)s sur toute la Tunisie ont indiqué que la plupart des répondant(e)s s'étaient déplacés pour les opportunités économiques et l'accès aux droits et libertés.<sup>32</sup> Dans les enquêtes collectées auprès de répondant(e)s à Tunis, Sfax, et Médenine en 2020/1, il s'agissait des raisons les plus fréquemment indiquées, choisies respectivement par plus de 54% et 45% des participant(e)s. Cependant, seul(e)s 14% des répondant(e)s de l'étude 4 Mi pour la Tunisie de 2020/2021 ont choisi l'option «culture de la migration».<sup>33</sup>

**Figure 3: Raisons de quitter le pays de départ ventilées par genre**



La prévalence de la «culture de la migration» dans l'échantillon 4Mi de Sousse, peut s'expliquer par le nombre élevé d'étudiant(e)s qui pourraient considérer la migration pour les études comme un rite de passage. D'ailleurs, dans les interviews qualitatives, certains l'ont décrit comme l'expérience quintessentielle de «faire des études à l'étranger». Parmi les répondant(e)s qui ne sont pas des étudiant(e)s, l'ensemble de l'échantillon 4Mi est assez jeune avec un âge maximum de 46 ans, ce qui est en corrélation avec le désir de migrer pour des opportunités de vie et d'enrichissement, comme cela a également été confirmé par les interviews qualitatives. La «culture de la migration» est souvent liée aux initiatives de jeunes hommes célibataires, cependant il y a également des obligations et stratégies spécifiques aux femmes (voir encadré 3).

32 La prévalence relativement faible (30%) des 'droits et liberté' comme facteur de migration pour les répondants à Sousse est peut-être due au faible nombre de demandeurs d'asile et de réfugiés dans cet échantillon (moins de 3%).

33 MMC (2021) Op. cit.

Les interviews qualitatives de 2023 réalisées à Sousse ont souligné l'importance de la «culture de la migration»: les participants hommes et femmes venant de l'Afrique de l'Ouest ont utilisé des expressions comme «aller à l'aventure» et «se chercher» pour capturer la dimension existentielle de la migration. Depuis quelques années, le concept de «culture de la migration» a fait ressortir la normalisation de la migration, qui est même devenue un modèle intergénérationnel, dans certaines sociétés.<sup>34</sup> Les opportunités de revenu et les réseaux sociaux motivent et facilitent la mobilité, alors que les valeurs partagées, les attitudes, désirs, pratiques, etc. participent également à la décision de mobilité des individus et de leurs familles. La plupart des répondants (88%) ont indiqué avoir été influencés par quelqu'un ou quelque chose pour partir à l'étranger, y compris pour 91% des femmes, ce qui révèle l'influence des réseaux sociaux sur le processus de décision migratoire.

### **Encadré 3: Culture de la migration et attentes de la société pour les femmes travaillant dans les services aux personnes – Histoire de Marie**

L'exemple de Marie, une Camerounaise de 35 ans, illustre les attentes de la société qui poussent beaucoup de femmes à s'engager dans la migration à haut risque. Marie a d'abord travaillé à Dubaï pendant deux ans comme femme de ménage et assistante de vie pour un enfant autiste, mais elle est rentrée au pays quand elle est devenue maman à son tour pour la première fois. Ensuite, elle a prévu de partir en Belgique pour subvenir aux besoins de ses parents malades, mais elle a été arnaquée par un agent de visa. Un ami de sa sœur aînée lui a alors parlé d'opportunités de travail en Tunisie, un pays dont elle n'avait jamais entendu parler. Espérant encore pouvoir aider ses parents, elle décide de tenter sa chance en Tunisie et de garder Dubaï comme option de rechange, puisque son titre de séjour aux Émirats arabes unis n'avait pas encore expiré. En fin de compte, sa famille a payé un agent de visa afin d'organiser le voyage de Marie vers la Tunisie, avec une option pour se rendre à Chypre plus tard. Lorsqu'elle a suggéré de plutôt utiliser l'argent du voyage pour ouvrir une entreprise au Cameroun, sa mère lui a dit qu'elle devrait partir, mais qu'elle pourrait rentrer chez elle à tout moment.

En mars 2018, Marie est arrivée à l'aéroport de Tunis, où le jeune frère de son agent de visa l'a récupérée et emmenée à un appartement en colocation à Erriadh, Sousse. Une autre camerounaise lui a dit qu'elle «était arrivée en enfer,» et elle a rapidement compris qu'elle était victime de la traite d'êtres humains. Lorsqu'elle s'en est plainte à son agent de visa, elle a été expulsée et s'est retrouvée à la rue, et sa mère a dû lui envoyer de l'argent pour louer une chambre. Cinq ans plus tard, Marie est toujours à Sousse, où elle vit avec son mari camerounais, qu'elle a rencontré en Tunisie, et leurs trois jeunes enfants. Marie envoie de l'argent à son premier né au Cameroun, mais le fait de ne pas avoir un titre de séjour signifie qu'elle ne peut pas se rendre dans son pays, une situation qui lui pèse émotionnellement. À Sousse, elle dirige une organisation de soutien pour les femmes migrantes en situation de vulnérabilité, ayant demandé des fonds pour ouvrir une crèche pour les enfants migrants. Etant devenue une actrice reconnue de la scène associative à Sousse, elle encadre également les nouveaux/nouvelles arrivant(e)s sur la manière de demander l'asile à leur arrivée en Europe..

34 Pour un aperçu du concept, voir Kumpikaitė -Valiūnienė, V., Liubinienė, V., Žičkutė, I., Duobienė, J., Mockaitis, A. & Mihi-Ramirez, A. (2021) Culture de la migration. Une Perspective Comparative, Springer.

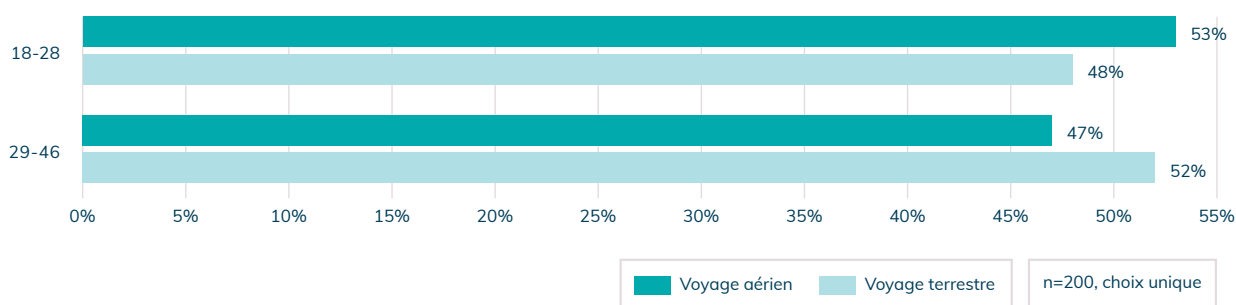
## C. Parcours dangereux et risques à l'arrivée

Selon les données 4Mi collectées en 2023, plus de la moitié des migrant(e)s et réfugié(e)s à Sousse sont arrivé(e)s par avion. Les personnes voyageant par voie terrestre pour se rendre en Tunisie font face à des dangers certains.<sup>35</sup> Celles qui arrivent en Tunisie par les voies régulières et par avion risquent également de tomber dans l'irrégularité, et sont vulnérables à l'exploitation et à la traite des êtres humains. Les données qualitatives et quantitatives suggèrent que beaucoup de migrant(e)s et réfugié(e)s sont arrivé(e)s à Sousse avec une dette auprès des passeurs, des trafiquants, et de la famille, et qu'ils/elles ont par la suite dû travailler pour rembourser cette dette avant de prévoir la prochaine étape de leur parcours.

### Plus de la moitié des personnes arrivent par voie aérienne

Un peu plus de la moitié des répondant(e)s ont voyagé par avion (53%), avec des proportions légèrement plus élevées chez les jeunes répondant(e)s et les femmes. Le fait que les jeunes arrivaient plus souvent par voie aérienne reflète la présence d'une énorme population estudiantine à Sousse, qui peut arriver en Tunisie de manière régulière, et souvent grâce à des bourses et au soutien de la famille ce qui leur permet de pouvoir prendre l'avion (Figure 4).

Figure 4: Moyens de transport, ventilés par groupe d'âge



Environ la moitié des voyageur(se)s ont fait un voyage extrêmement court, et l'autre moitié a eu un voyage bien plus long. Habituellement, le voyage vers Sousse prend moins d'un jour pour les étudiant(e)s qui arrivent par avion. À titre de comparaison, une famille de quatre venant du Mali a passé quatre ans sur la route pour le passage du Mali à la Tunisie, avec des arrêts de différentes durées en Algérie. Ceci montre donc qu'il existe deux principales voies vers la Tunisie – la voie aérienne et la voie terrestre – avec des durées, des moyens de voyage, des dynamiques de trafic/financement, et des risques différents.

### Les migrant(e)s aspirants manquent d'informations fiables sur les opportunités de travail et les passages dangereux par voie terrestre

Sur l'échantillon 4Mi, 92% des répondant(e)s ont dit avoir obtenu des informations avant leur départ, généralement auprès de leurs ami(e)s ou de leur famille à l'étranger (92%), des communautés en ligne (49%), et des passeurs (47%). Parfois, l'accès à l'information à travers les réseaux personnels peut sauver des vies: par exemple, un homme interrogé dans le cadre de l'enquête qualitative a dû fuir son pays en hâte en raison d'attaques homophobes. Un ami compatissant a choisi sa destination, payé son billet d'avion, et l'a mis en relation avec un compatriote à Tunis qui l'a aidé à s'installer. 91% des répondant(e)s à l'enquête 4Mi ont obtenu plus d'informations au cours de leur voyage, leurs sources d'informations sont devenues plus diversifiées. Les ami(e)s et la famille à l'étranger (76%), les passeurs (45%), et les réseaux virtuels (24%) restent d'importantes sources d'information, mais les personnes qui font ce voyage se tournent également vers la diaspora en général (21%), les ami(e)s et la famille dans leur pays d'origine (20%), et les autres migrant(e)s (19%). Quarante-vingt-cinq pourcent des répondants comptent sur les réseaux sociaux et les applications de messagerie comme moyen d'information pendant leur voyage.

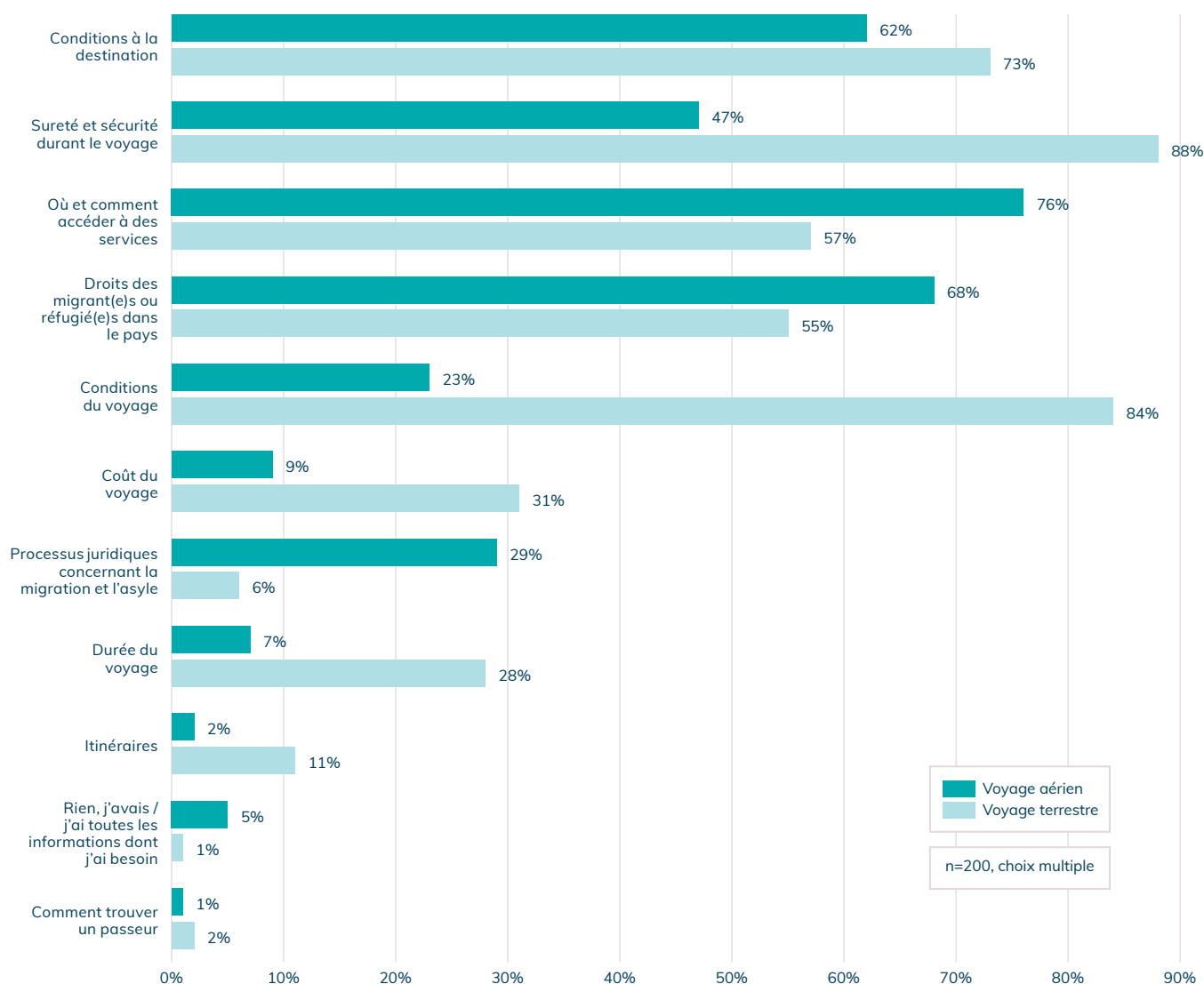
En interrogeant les personnes concernées, sur les informations qui leur auraient été utiles, mais qu'elles n'avaient pas au moment du voyage, leurs réponses révèlent des différences par rapport aux moyens de voyage. Les personnes voyageant par avion voulaient en général plus d'informations fiables concernant la situation à leur destination. Les données qualitatives suggèrent que plusieurs personnes interrogées avaient été amenées en Tunisie par avion pour travailler, souvent avec de faux certificats d'inscription universitaire. À l'arrivée elles ont réalisé que les conditions de travail et de salaires étaient différentes des promesses faites par les amis et les intermédiaires dans leurs pays d'origine (voir encadré 4). En revanche, 88% des personnes ayant voyagé par voie terrestre (mais uniquement 47% des personnes ayant voyagé par avion) ont dit qu'elles auraient besoin de plus d'informations sur la sécurité, les conditions générales, les coûts, la durée du parcours (Figure 5). Ces réponses soulignent les conditions difficiles, une plus grande incertitude, et plus de vulnérabilités des migrant(e)s et réfugié(e)s qui traversent les frontières terrestres de manière irrégulière sur leur chemin vers la Méditerranée.<sup>36</sup>

35 UNODC (2021) [Afrique de l'Ouest, North Africa and The Central Mediterranean: Key Findings on the Characteristics of Migrant Smuggling in Afrique de l'Ouest, North Africa and the Central Mediterranean](#)

36 MMC (2023) [Mixed Migration Review 2023](#)



**Figure 5: Informations que les migrant(e)s et réfugié(e)s auraient considérées utiles mais qu'ils/elles n'avaient pas pendant leur voyage**



#### Encadré 4: Formes cachées de traite d'êtres humains – l'histoire d'Antoinette

Antoinette, une ivoirienne de 25 ans, est arrivée en Tunisie en 2018 où son beau-frère avait pris des dispositions pour qu'elle travaille comme femme de ménage couchante pour une Tunisienne à Sfax: "Tout ce que je savais c'est que je devais aller en Tunisie. Ils m'ont dit qu'en Tunisie il y aurait beaucoup d'argent et de travail." Elle a fait le voyage en avion, elle a obtenu un visa de 90 jours à son arrivée, et elle avait même une (fausse) inscription à l'université. A l'aéroport de Tunis, un contact a placé Antoinette dans un minibus, et elle est arrivée à l'adresse de son employeuse le soir, apprenant plus tard le lieu exact. Après deux mois, elle décide de partir, car sa patronne abusait d'elle verbalement, la privait de nourriture et l'affamait. La patronne d'Antoinette a insisté pour qu'elle rembourse son billet d'avion, d'une valeur de 3 000 DT (environ 1,018 Euro). Comme Antoinette avait déjà travaillé pour environ 2 000 DT, elle a passé encore trois mois à Tunis pour ramasser le reste de la somme afin de payer sa "dette". Après avoir quitté sa patronne abusive, Antoinette a passé quelques temps à Zarzis et à Sousse. Pendant ce temps, elle a rencontré son petit-ami, également un migrant en situation irrégulière, et est tombée enceinte. Son accouchement a commencé alors qu'elle était sur un navire en route vers l'Italie, les pêcheurs tunisiens l'ont ramenée sur la côte. Le parcours d'Antoinette a commencé comme celui de beaucoup d'étudiant(e)s internationaux – avec un billet d'avion et un passage régulier à la frontière – mais s'est terminé en traite des êtres humains, et en situation irrégulière par la suite, lui faisant envisager un déplacement risqué par bateau vers l'Europe. De retour à Sousse, Antoinette vit maintenant avec son enfant et reçoit une aide de son petit-ami. Etant une mère célibataire fait qu'il lui est impossible, de facto, de travailler comme femme de ménage couchante, et il est encore plus difficile pour elle de mobiliser les fonds pour un autre passage en mer..

## Les dangers sont courants

Dans la même veine, les répondant(e)s qui ont signalé qu'il y avait des lieux dangereux pendant leur trajet (n=157), ont cité la violence physique (78%), le vol (62%), et la violence non-physique (ex., harcèlement, 50%), et les blessures et maladies en raison des conditions difficiles (45%).<sup>37</sup> À part la violence non-physique, tous les types d'incidents ont été plus souvent signalés par les répondant(e)s qui n'ont pas voyagé par voie aérienne. Les femmes ont signalé avoir subi des violences sexuelles deux fois plus souvent [23% (15/64)] que les hommes [9% (8/93)], alors que les hommes ont signalé pratiquement deux fois plus de blessures ou de maladies causées par les conditions difficiles par rapport aux femmes (53% (49/93) des hommes vs. 33% (21/64) des femmes). Ceci suggère que, même si les hommes et les femmes suivent le même parcours, ils/elles peuvent avoir des besoins de protection différents.

Avec le recul, 53% des répondant(e)s ont dit qu'ils/elles n'auraient pas commencé leur parcours s'ils/elles avaient su ce qu'ils/elles savent aujourd'hui, avec plus de femmes indiquant ceci (58% vs. 50% des hommes). Toutefois, la plus grande différence, est entre les répondant(e)s qui ont voyagé par voie aérienne (61% seraient prêts à migrer de nouveau) et ceux/celles qui n'ont pas voyagé par voie aérienne (25% seraient prêts à migrer de nouveau), probablement en rapport à la précarité accrue et les risques liés aux mouvements irréguliers. En outre, 64% de l'ensemble des répondant(e)s ont indiqué qu'il était improbable ou très improbable qu'ils/elles encouragent d'autres migrant(e)s éventuel(le)s à entreprendre le voyage.

## Les migrant(e)s financent leur voyage à travers le soutien de leurs familles, leurs économies, et le travail (à risque)

Les frais de voyage de la plupart des répondant(e)s ont été payés par leurs familles et/ou par leur propre argent. Une grande partie des répondant(e)s les plus âgé(e)s ont utilisé leur propre argent (79%) par rapport aux répondant(e)s plus jeunes (42%), soulignant la dépendance financière des jeunes voyageurs à leurs familles. Dans le cas des répondant(e)s âgé(e)s de moins de 28 ans, 72% ont indiqué que leurs familles avaient payé pour leur voyage. Néanmoins, pour 43% des répondant(e)s (n=85) dans cette tranche d'âge, cet argent n'était pas suffisant pour payer leur passage et ils/elles ont dû travailler (71/85), demander plus d'aide financière de leurs ami(e)s et familles dans leurs pays d'origine (42/85), emprunter de l'argent auprès d'autres migrant(e)s (22/85), et même quémander (15/85) le long de leur voyage.

De plus, 12% des femmes qui ont travaillé pour payer leur passage se sont engagées dans le marché du sexe. Certains des hommes qui ont pris part aux interviews qualitatives se sont également engagés dans le marché du sexe, mais la stigmatisation sociale peut faire hésiter les hommes à donner cette information au cours des interviews 4Mi. Pendant la pandémie de COVID-19, lorsque les opportunités de petits boulots pour les migrant(e)s étaient rares, quelques hommes LGBTQ+ ont survécu grâce à la prostitution occasionnelle. Cela a affecté leurs conditions de vie: les migrant(e)s et réfugié(e)s d'Afrique subsaharienne à Sousse ont tendance à vivre en colocation, alors que les hommes qui se prostituent et reçoivent des clients choisissent souvent des studios en location indépendante avec des entrées séparées. Vivre seul et sans la protection des liens sociaux est un facteur de vulnérabilité pour les travailleur(se)s du sexe. L'un des hommes interrogés pour la présente étude vivant dans cette situation avait récemment été cambriolé et ses économies, son ordinateur, et sa télévision avaient été volés. Comme il n'avait pas de contrat de location en bonne et due forme, la police n'a pas tenu compte de sa plainte.

## D. L'insécurité juridique et le travail informel entravent les moyens de subsistance des migrant(e)s à Sousse

La plupart des répondant(e)s à l'enquête 4Mi sont motivé(e)s par les économies qu'ils/elles peuvent faire en venant à Sousse, et ce pour financer la suite de leur voyage. Mais quel que soit leur mode d'arrivée, les obstacles à l'accès à l'économie formelle sont considérables, et la plupart des migrant(e)s se retrouvent à travailler dans les secteurs informels afin de subvenir à leurs besoins et récolter des fonds en vue de poursuivre leur parcours migratoire. Les situations irrégulières et d'informalité exposent les travailleur(se)s immigré(e)s aux risques du travail mal rémunéré et abusif, du trafic, et de la déqualification.

Pratiquement tous les répondant(e)s de l'échantillon 4Mi (99%) ont indiqué ne pas avoir pu finir leur parcours migratoire, indépendamment de l'âge et du genre. Ces chiffres sont encore plus élevés que les chiffres 4Mi pour toute la Tunisie (90% depuis 2019),<sup>38</sup> soulignant davantage la position de Sousse en tant que lieu de transit pour migrant(e)s et réfugié(e)s en route vers l'Europe. Parmi ceux qui ont donné des raisons de s'arrêter à Tunis (n=154), 73% ont indiqué qu'ils travaillaient à Sousse pour gagner de l'argent pour le reste de leur parcours, et 36% ont expliqué être à la recherche d'un passeur pour organiser la suite de leur voyage (Figure 6). Comme l'a dit succinctement une enquêtrice camerounaise: "Ceux qui restent n'ont pas le culot de le faire [c'est-à-dire, traverser la Méditerranée], ou parce qu'ils ont déjà essayé et ont échoué." Toutefois, l'insécurité juridique et le manque d'accès au marché du travail formel entravent les moyens de subsistance des réfugié(e)s et des migrant(e)s à Sousse, rendant plus difficile pour eux/elles d'épargner en vue de leurs déplacements futurs (encadré 5).

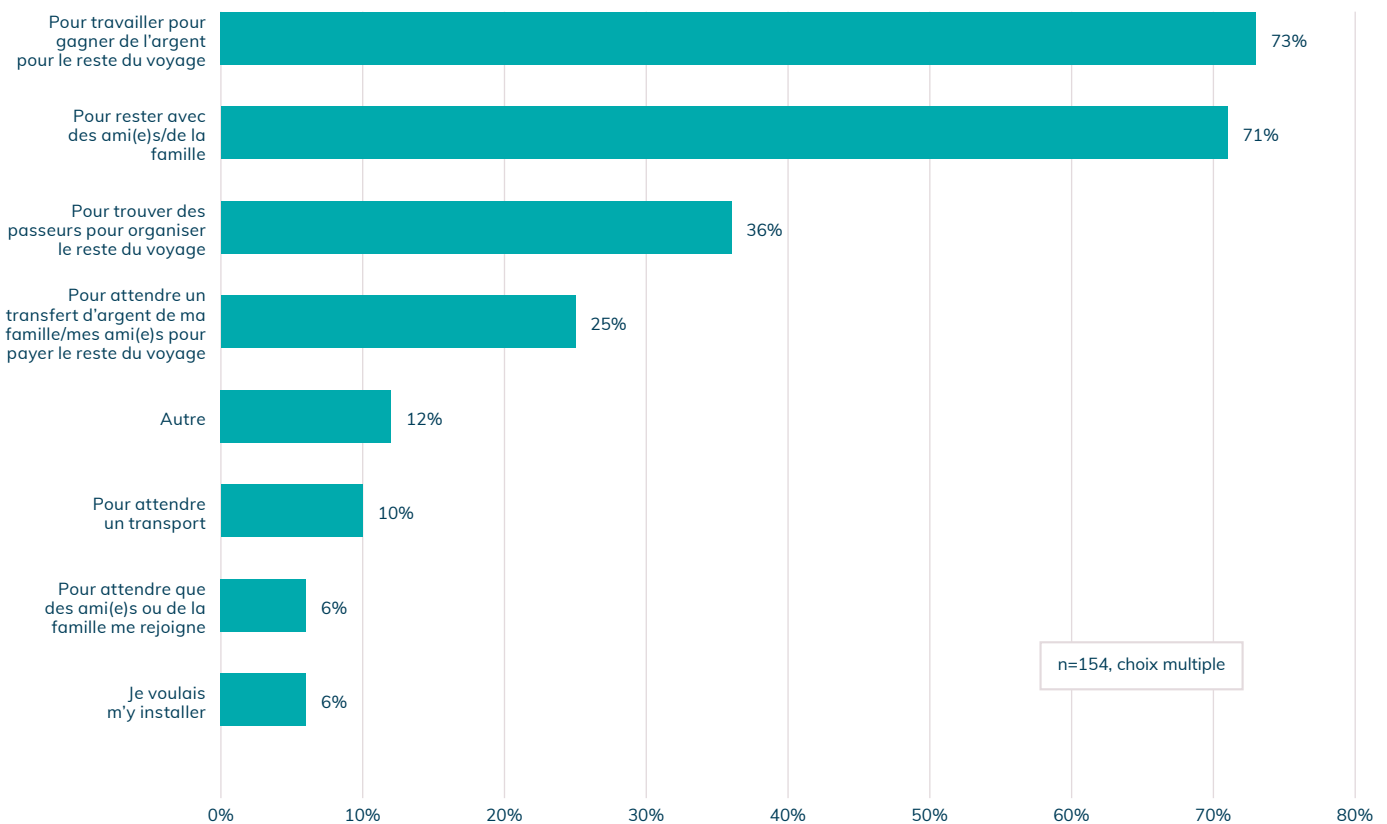
37 En raison de la taille limitée de l'échantillon, cet élément ne pouvait pas être ventilé par groupe d'âge, genre, ou lieu.

38 [Données 4Mi – Mixed Migration Centre](#), consultées en octobre 2023.

### Encadré 5: Sousse, une impasse pour les personnes en mouvement? L'histoire de Maurice

Maurice, un migrant guinéen âgé de 20 ans, n'a jamais eu de passeport de sa vie. En 2020, il a voyagé par voie terrestre vers l'Algérie, où il a travaillé et où il recevait de l'argent de sa famille afin de poursuivre son parcours migratoire. Au bout de quatre mois, il a payé des passeurs pour l'emmener à la frontière tunisienne dans une Jeep avec un groupe de trente personnes. Après quatre mois entre Sfax et Tunis, il est arrivé à Sousse en 2022, et survit aujourd'hui grâce à des petits boulots, comme transporter les sacs poubelles à la décharge. Toutefois, il ne trouve que deux à quatre jours de travail par semaine, et gagne 30-40 DT par jour. Une tante qui vit à Paris lui avait auparavant envoyé de l'argent pour l'aider à venir en Tunisie. La convaincre de l'aider encore une fois est son seul espoir pour poursuivre son trajet, car ses faibles revenus ne lui permettent pas de mettre de l'argent de côté pour la suite de son projet migratoire, c-à-d le passage en bateau vers l'Italie. "Quand tu trouves du travail, tu manges», dit-il. Pour le moment, sa migration est à l'arrêt..

Figure 6: Raisons de s'arrêter à Sousse<sup>39</sup>



39 Les raisons de s'arrêter à Sousse qui ont été citées par moins de 2% des répondant(e)s comprennent les problèmes de santé, un arrêt des passeurs pour recruter des clients, les demandes d'asile, les contrôles à l'immigration, la détention, et le fait d'être abandonnés par les passeurs.

## La plupart des migrant(e)s et réfugié(e)s n'ont pas de titre de séjour ni accès au marché du travail formel

Les migrant(e)s et réfugié(e)s qui arrivent en Tunisie de manière irrégulière, ainsi que ceux/celles qui arrivent par avion et avec un visa temporaire, font face à des obstacles considérables, ou sont exclus du marché du travail formel. La législation tunisienne du travail décourage le travail des étranger(e)s à travers des procédures bureaucratiques parallèles, lentes, et compliquées. En particulier, la relation entre le titre de séjour ("carte de séjour") et le permis de travail est une double contrainte: ils sont émis par des autorités différentes mais sont liés l'une à l'autre. Le titre de séjour est obtenu auprès de la Direction Générale de la Sûreté Nationale, au sein du Ministère de l'Intérieur. Pour obtenir une carte de séjour d'une année avec la mention "Autorisé à exercer un travail salarié en Tunisie", les demandeur(esse)s doivent fournir un contrat de travail signé, un justificatif de résidence, et une autorisation de travailler. Cette carte de séjour peut être renouvelée sur une base annuelle à chaque fois que les demandeur(esse)s signent de nouveau leur contrat de travail.<sup>40</sup>

Fait quelque peu déroutant, la carte de séjour est également une précondition afin de demander une autorisation de travail, émise par le Département de la Formation Professionnelle et de l'Emploi au sein du Ministère de la Jeunesse sur présentation d'un contrat signé avec un employeur tunisien (voir Loi n° 68-7, 1968). De plus, le Code du Travail tunisien de 1966 (Articles 258 à 269) spécifie que les autorités pertinentes au sein du Ministère de la Jeunesse examinent les contrats de travail, appliquant le principe de la "préférence nationale": les étranger(e)s ne peuvent être recruté(e)s que s'il n'y a pas de candidat(e)s tunisien(ne)s ayant les mêmes qualifications. Ce qui est difficilement réalisable, en particulier pour les travailleur(se)s immigré(e)s peu qualifié(e)s. Le permis de travail permet, par la suite, aux migrant(e)s de demander une carte de séjour leur accordant le droit de travailler – la seule façon d'avoir accès au marché du travail formel. Il existe des exceptions pour les entrepreneur(e)s et investisseur(e)s étranger(e)s, ainsi que pour certaines nationalités, ex., les Marocain(e)s et les Français(e)s, qui peuvent contourner la procédure de permis de travail. Sur le plan des principes, en Tunisie, les étranger(e)s ne peuvent pas accéder à l'emploi dans le service public.<sup>41</sup>

Dans la pratique, cela signifie que différents types de migrant(e)s à Sousse – et ailleurs en Tunisie – ont du mal à avoir accès au marché du travail formel. Pour résumer les raisons pour lesquelles les "migrant(e)s ne voient pas leur avenir à Sousse," le président d'une organisation dirigée par des migrant(e)s a souligné les difficultés rencontrées par les étranger(e)s dans la planification de leur avenir et celui de leurs familles en raison des obstacles juridiques à la régularisation de leur séjour et leur emploi. Les cartes de séjour ne sont actuellement accessibles que pour les étudiant(e)s étranger(e)s, mais pas pour les diplômé(e)s ou les autres travailleur(se)s immigré(e)s. Mais même les étudiant(e)s ne sont pas autorisé(e)s à accéder à l'emploi dans le secteur formel, puisque leur carte de séjour ne leur accorde pas le droit de travailler. Après l'obtention du diplôme, il n'y a pas de voie légale vers l'économie formelle. Dans le secteur informel, les salaires sont trop bas pour leur permettre de mettre de l'argent de côté ou de lancer leur propre entreprise, ce qui permettrait aux étudiant(e)s en particulier de faire bon usage de leurs diplômes.<sup>42</sup> Quant aux migrant(e)s non étudiant(e)s, la plupart tombent dans l'irrégularité après expiration de leur titre de séjour de tourisme de trois mois, entraînant des amendes de 20 Dinars Tunisiens par semaine de dépassement de leur visa. À l'inverse, ne pas avoir un titre de séjour rend impossible pour eux de demander une autorisation de travailler. Les migrant(e)s endetté(e)s ne peuvent quitter la Tunisie que s'ils/elles demander le statut de réfugiés auprès du HCNUR ou le programme de retour volontaire de l'OIM.<sup>43</sup>

Sur l'échantillon 4Mi, 71% des répondant(e)s n'avaient pas de résidence régulière en Tunisie, avec des chiffres comparables entre hommes et femmes, et des proportions supérieures parmi les personnes plus âgées (83%) par rapport aux jeunes (59%). Seulement 4 % étaient des résidents permanents. En ligne avec une importante population estudiantine, la proportion de jeunes qui sont des résidents temporaires (35%) était supérieure à celles des répondant(e)s plus âgé(e)s (11%) (Figure 7). De surcroît, 31% du groupe plus âgé a signalé que leurs visas avaient expirés, par rapport à uniquement 17% dans le groupe de jeunes, ce qui suggérerait que plusieurs migrant(e)s plus âgé(e)s sont d'anciens étudiant(e)s qui peinent à régulariser leur séjour après l'obtention du diplôme.

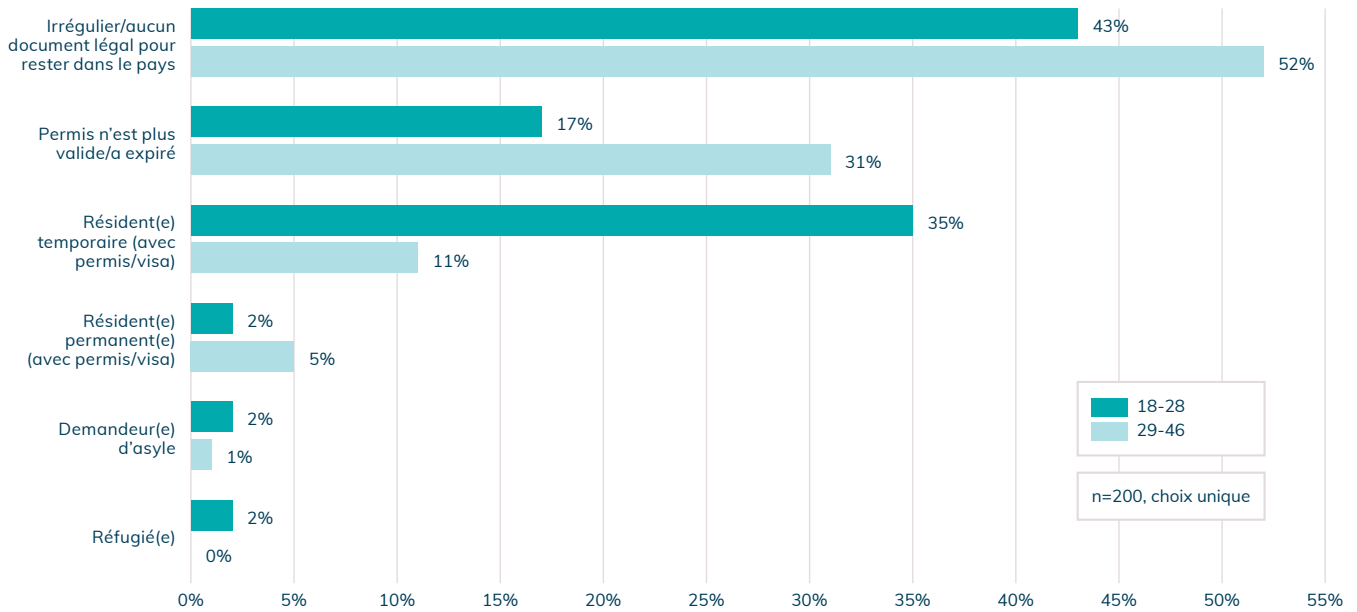
40 Nasraoui, M. (2017) [Les travailleurs migrants subsahariens en Tunisie face aux restrictions législatives sur l'emploi des étrangers](#), Revue Européenne des Migrations Internationales.

41 Ibid.

42 Interview de partie prenante clé, responsable de l'Association Solidarité Echange et Développement de la Jeunesse (ASEDEJ), février 2023.

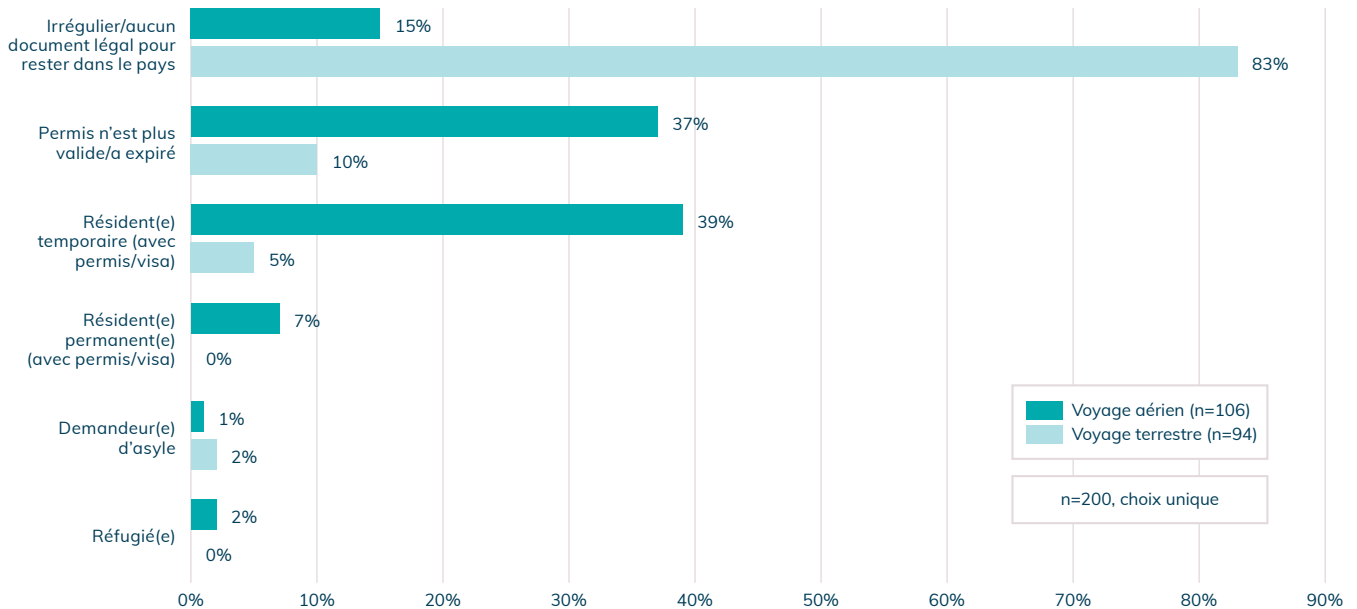
43 Nasraoui, M. (2017) Op. cit.

**Figure 7: Statut juridique, ventilés par groupe d'âge**



Les données 4Mi sur le statut juridique, ventilées par moyens de transport, dressent une vision claire: 46% des personnes ayant voyagé par voie aérienne ont un titre de séjour temporaire ou permanent, alors que 5% des personnes qui sont arrivées en Tunisie par voie terrestre sont des résident(e)s temporaires (Figure 8). Ce contraste frappant reflète la séparation entre les étudiant(e)s qui voyagent par avion – actuellement la seule population avec une voie claire pour obtenir un titre de séjour – et les migrant(e)s irrégulier(e)s qui arrivent par voie terrestre de Libye et d'Algérie. L'enquête 4Mi révèle également des vulnérabilités genrées supplémentaires: plus de femmes ont indiqué avoir un statut irrégulier par rapport aux hommes (78% vs. 66%), peut-être parce que les hommes dans l'échantillon ont indiqué qu'ils étaient étudiant(e)s plus souvent que les répondantes femmes.

**Figure 8: Statut juridique, ventilés par moyen de transport**



L'insécurité juridique comprend aussi les moyens de subsistance précaires des demandeur(esse)s d'asile et des réfugié(e)s à Sousse: la majorité d'entre eux/elles peinent à être reconnu(e)s en tant que réfugié(e)s, mais même le statut officiel de réfugié ne se traduit pas par un titre de séjour ou l'accès au marché du travail formel. Les demandeur(esse)s d'asile et les réfugié(e)s sont toléré(e)s en Tunisie mais l'inscription auprès du HCR ne leur confère pas un titre de séjour. En l'absence d'une législation nationale sur le droit d'asile, le travail des réfugié(e)s n'est ni légal ni illégal. Techniquement, les demandeur(esse)s d'asile et les réfugié(e)s doivent donc être traité(e)s comme les autres travailleu(se)s immigré(e)s, mais dans la pratique, les réfugié(e)

s ne sont pas tenu(e)s de présenter une autorisation de travail. Pour les demandeur(esse)s d'asile, la situation juridique est encore moins claire. Cette incertitude entraîne des conséquences graves pour le droit des personnes déplacées de rester et de travailler en Tunisie.<sup>44</sup>

Une réfugiée syrienne qui a participé à l'interview qualitative a passé huit ans à Sousse, mais elle avait été inscrite en tant que "demanderesse d'asile," et non en tant que "réfugiée" approuvée auprès du HCR. Comme le démontre un ancien rapport du MMC, les syrien(ne)s déplacé(e)s en Tunisie sont souvent "de facto" traité(e)s en tant que réfugié(e)s et considéré(e)s déjà intégré(e)s par les autorités tunisiennes, mais ne reçoivent pas le statut officiel de réfugié(e)s.<sup>45</sup> Même les réfugié(e)s enregistré(e)s peuvent faire face à des problèmes juridiques: parmi les personnes interrogées, une famille malienne de quatre personnes a obtenu des cartes de demandeur(esse)s d'asile du HCR mais s'est vue refuser le titre de séjour, alors que le HCR leur avait fourni un document à présenter à la police afin de régulariser leur séjour. Cependant, leur demande a été rejetée à plusieurs reprises et ce parce qu'ils/elles étaient arrivé(e)s en Tunisie de manière irrégulière par voie terrestre, et donc n'avaient pas de cachet d'entrée sur leurs passeports. Il n'y a pas de représentation du HCR à Sousse, et le bureau le plus proche est à Tunis, à des heures de route. Les demandeur(esse)s d'asile âgé(e)s et les femmes en particulier rencontrent des difficultés à renouveler leurs papiers tous les ans, et souvent ils/elles laissent leur statut expirer.

## **En dépit des divers statuts juridiques, tout le monde se heurte à des difficultés**

Les diverses expériences qui sont ressorties au cours des interviews qualitatives, même si elles sont anecdotiques, révèlent l'existence d'une population de migrant(e)s et de réfugié(e)s dans diverses situations de stratification juridique, avec différentes formes de statut et d'expériences contradictoires avec les autorités tunisiennes. Même les migrant(e)s français(es) et autres européen(ne)s privilégié(e)s, y compris les retraité(e)s et les entrepreneur(e)s, rencontrent des difficultés à renouveler leur titre de séjour. Toutefois, dans la pratique, ces derniers ne courent pas le risque de déportation et d'arrestation, et sont souvent traités avec plus de flexibilité par la police et les agents des douanes. Différents groupes de migrant(e)s et réfugié(e)s font face à des problèmes similaires: entrave à la liberté de circulation, et impossibilité d'accès au marché du travail formel, aux services de santé, et aux contrats de location. A Sousse en particulier, même les étudiant(e)s étranger(e)s, qui ont théoriquement une voie toute tracée vers l'obtention d'une carte de résidence, risquent de se retrouver en situation irrégulière au cours de leurs études. Inversement, les faux certificats d'inscription à l'université sont utilisés par les non-étudiant(e)s afin de régulariser leur séjour. A la lumière des défis rencontrés par les demandeur(esse)s d'asile et les réfugié(e)s élaborés ci-dessus, certaines personnes déplacées ont recours à plusieurs voies juridiques en même temps (voir encadré 6).

### **Encadré 6: Les réfugié(e)s explorent des voies juridiques parallèles – L'histoire de Louis**

Louis, un homme d'affaires ivoirien de 35 ans, est arrivé en 2018 dans le cadre d'un visa de 90 jours parce qu'un contact lui avait promis un travail dans la finance. Le travail ne s'est jamais concrétisé, mais, ayant vendu tous ses biens dans son pays d'origine, Louis était forcé de rester, et accepter des petits boulots dans l'abattage de volailles et en tant que jardinier. Après l'expiration de son visa, il a commencé à accumuler les amendes, qu'il a réussi à faire annuler grâce à l'aide d'une ONG en 2023. Il a ensuite demandé un titre de séjour, au moyen d'une fausse inscription à une université locale. Au moment de l'interview en février 2023, il avait reçu un document provisoire de trois mois et attendait une carte de séjour d'un an. Indépendamment, en 2021, il s'est également inscrit auprès du HCR, mais alors qu'il a rapidement reçu son statut de réfugié, cela n'a pas annulé son amende pour dépassement de visa. La carte de réfugié du HCR lui donne accès aux services publics, et peut être présentée à la police lors d'un contrôle de documents, mais Louis a tout de même demandé un titre de séjour, car il espérait pouvoir rentrer en Côte d'Ivoire temporairement afin de visiter ses parents..

## **L'exclusion du marché du travail formel pousse les migrant(e)s et réfugié(e)s hautement qualifié(e)s vers l'entrepreneuriat**

Sans surprise pour une ville universitaire comme Sousse, la majorité de l'échantillon 4Mi sont des personnes hautement qualifiées: 48% avaient une éducation secondaire ou supérieure, 21% possédaient des diplômes universitaires, et 17% avaient reçu une formation professionnelle, indépendamment de leur âge. Les hommes ont indiqué plus fréquemment avoir un diplôme universitaire que les femmes (24% vs. 16%) et avoir bénéficié d'une formation professionnelle (19% vs. 15%). Les personnes arrivées par avion avaient beaucoup plus souvent un diplôme universitaire (30% vs. 10% pour celles arrivées par voie terrestre), alors que celles ayant traversé la frontière par voie terrestre ont indiqué plus souvent avoir un niveau d'éducation primaire uniquement (11% vs. 4% des personnes ayant voyagé par avion) ou un niveau d'éducation secondaire (59% vs. 38% des personnes ayant voyagé par avion).

Toutefois, les opportunités de travail dans l'économie informelle à Sousse ne correspondent souvent pas au niveau de qualifications des étranger(e)s. Les interviews qualitatives indiquent qu'en l'absence du droit légal au travail, les migrant(e)s et réfugié(e)s trouvent du travail dans le secteur informel, changeant fréquemment d'employeurs, et faisant souvent face

44 Terre d'Asile Tunisie (2020) Op. Cit.

45 Zuntz, A. et al. (2022) [Destination North Africa - Syrians' displacement trajectories to Tunisia](#), le MMC.

à des abus sur les lieux de travail. Par exemple, une jeune femme Burkinabé de 23 ans titulaire d'un visa étudiant, arrondit sa bourse avec des petits boulots en tant que femme de ménage dans les hôtels. Elle n'a jamais eu de contrat écrit et est souvent payée la moitié de ce qui lui est initialement promis. Les client(e)s d'hôtels l'insultent également et l'accusent de voler, certain(e)s refusent même d'être servi(e)s par elle. Quelques OSC offrent une formation professionnelle aux migrant(e)s et réfugié(e)s, leur apprenant à travailler dans les salons de coiffure et les boulangeries. Cependant, ces formations ne peuvent pas résoudre l'absence de droit légal au travail, ne mènent pas à l'emploi, et n'offrent pas le capital de démarrage nécessaire pour établir des petites entreprises.

En dépit de ces obstacles, beaucoup de migrant(e)s et réfugié(e)s ont des idées d'entrepreneuriat innovantes, créant leur propre niche afin de mettre leurs compétences à profit. Les ancien(ne)s étudiant(e)s utilisent leurs diplômes, tout en profitant des opportunités de formation et de financement à travers les ONG pour devenir des micro-entrepreneur(e)s (encadré 7). Plusieurs personnes interrogées dans le cadre de la présente étude prévoient de faire du commerce transnational, prenant en compte leur mode de vie mobile et leurs aspirations migratoires dans leurs futurs projets d'entrepreneuriat. Les hommes ivoiriens travaillent souvent dans les abattoirs de volaille autour de Sousse, et économisent de l'argent en Tunisie en vue d'ouvrir des unités similaires dans leur pays d'origine. Une couturière française de 57 ans, qui vit à Sousse avec son mari depuis le milieu des années 2000, a ouvert un atelier pour fabriquer des robes brodées. Elle produisait à moindre coût en Tunisie mais vendait ses créations à des boutiques chics en France, tout en formant des couturières locales. D'autres migrant(e)s de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale espéraient importer des textiles africains en Tunisie, et vice versa.

### **Encadré 7: Migrant(e)s diplômé(e)s et entrepreneuriat innovant – L'histoire d'Adrienne**

Adrienne Penda, qui vient du Cameroun, apparaît dans le court documentaire produit pour la présente étude. Elle est arrivée à Sousse en 2015 et a terminé un cursus de trois ans en tant que fashion designer. Après obtention de son diplôme, elle a pris des petits emplois dans l'industrie hôtelière et les usines de textile. Pendant ce temps, elle a également donné naissance à sa fille. En tant que femme de ménage pour un couple franco-tunisien, elle a gagné assez d'argent pour acheter deux machines à coudre et autres équipements. En 2021, elle a commencé à produire ses propres vêtements, avec le soutien d'un microfinancement de l'Association Solidarité Echange et Développement de la Jeunesse (ASEDEJ). Elle a également suivi une formation sur l'entrepreneuriat avec Terre d'Asile. Ses modèles font la fusion entre la mode africaine et tunisienne, et se vendent bien sur les réseaux sociaux et pendant les foires du HCR. Adrienne reçoit une aide financière de son petit-ami et de la famille de son petit-ami. Etant mère elle doit organiser son activité autour des besoins de sa fille..

## **E. Le besoin d'assistance est universel, mais diffère selon les voies d'entrée et le genre**

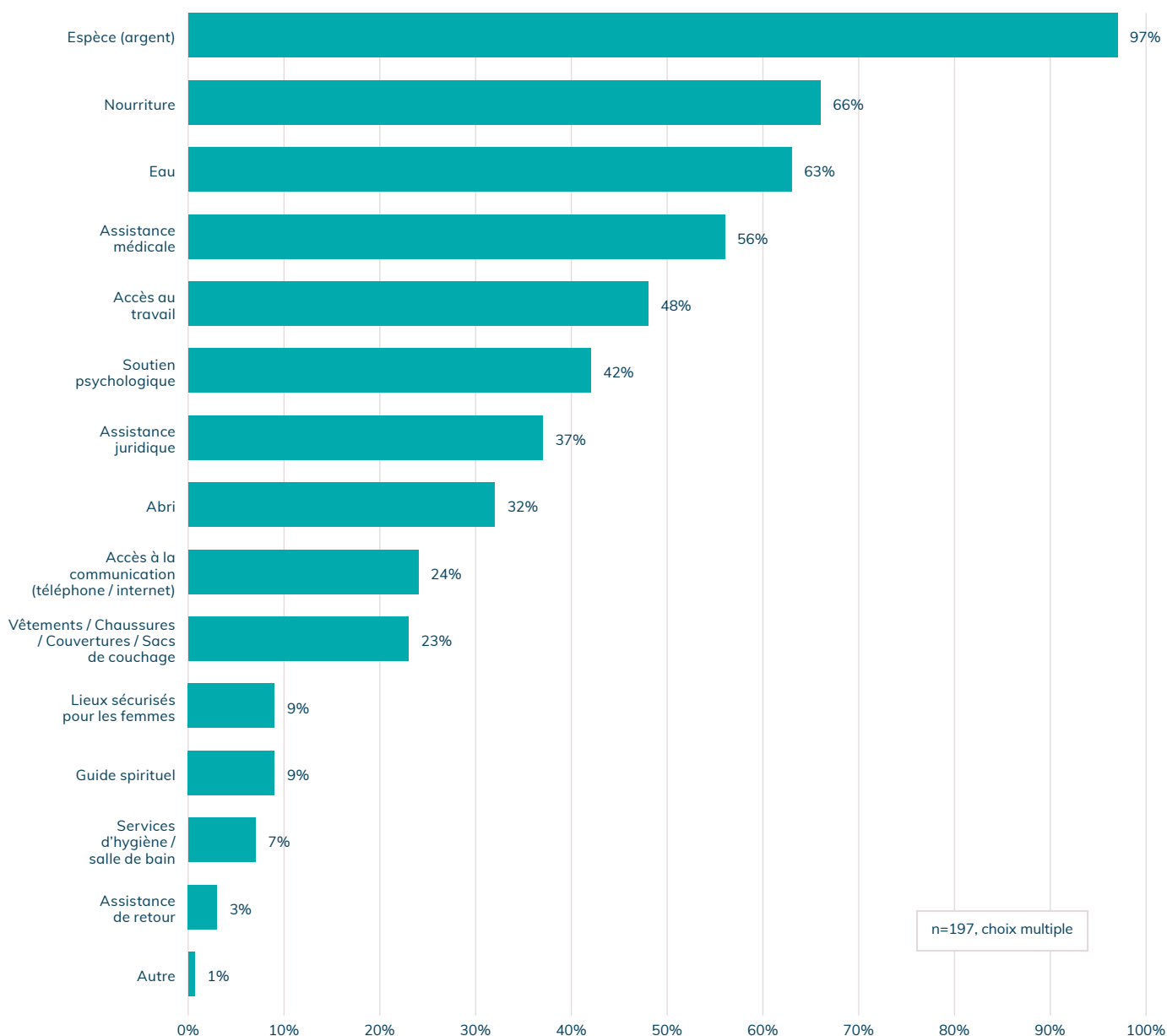
À Sousse, les besoins d'assistance des migrant(e)s et des réfugié(e)s sont presque universels, en particulier en termes d'argent en espèces. Sur l'échantillon 4Mi, pratiquement tous les répondant(e)s (99%) ont indiqué qu'ils/elles avaient besoin d'assistance au moment de l'interview, indépendamment de l'âge, du genre, et de la voie d'entrée en Tunisie. Ce chiffre est supérieur à celui de 90% des répondant(e)s à l'enquête 4Mi interrogés en Tunisie en 2020/1.<sup>46</sup>

### **Besoins d'assistance accrus après la migration de masse de Sfax au cours de l'été 2023**

Les besoins plus élevés observés chez les répondant(e)s à l'enquête 4Mi en 2023 à Sousse, par rapport aux interviews de 4Mi réalisées en 2020/21 à travers le pays, sont peut-être dus aux besoins exacerbés par l'insécurité politique et la violence envers les migrant(e)s et réfugié(e)s au cours de l'été 2023. Les enquêteur(ice)s 4Mi ont indiqué qu'il y avait beaucoup de répondant(e)s dans l'échantillon qui avaient fui la violence à Sfax au cours de l'été 2023, et avaient par la suite dû refaire leur vie à Sousse à partir de zéro. Cela a également été confirmé au cours des interviews des parties prenantes clés en octobre 2023 avec les membres d'Awledna, l'une des OSC qui soutiennent les nouveaux/nouvelles arrivant(e)s, et un responsable local de la délégation d'Erriadh à Sousse (voir encadré 8). Les nouveaux/nouvelles arrivant(e)s manquent d'informations sur les organismes d'assistance, sur le marché local du travail, ils/elles manquent de ressources financières, et de contacts personnels. Ils/elles ont donc un besoin pressant d'argent pour louer des logements et acheter les produits de base. Globalement et indépendamment de la catégorie de genre et des groupes d'âge, l'argent en espèces est le besoin le plus fréquemment cité, indiqué par 97% des répondants à l'enquête 4Mi (Figure 9). Certain(e)s migrant(e)s et réfugié(e)s se sont peut-être rendu(e)s à Sousse pour un accès plus facile à l'emploi au cours de la haute saison touristique, afin de gagner de l'argent et éventuellement retourner à Sfax pour partir par mer.

<sup>46</sup> [Données 4Mi – Mixed Migration Centre](#), consultées en octobre 2023.

**Figure 9: Besoins d'assistance à Sousse pendant l'été 2023**



### Encadré 8: Expérience des organisations locales avec les migrant(e)s arrivant de Sfax en 2023

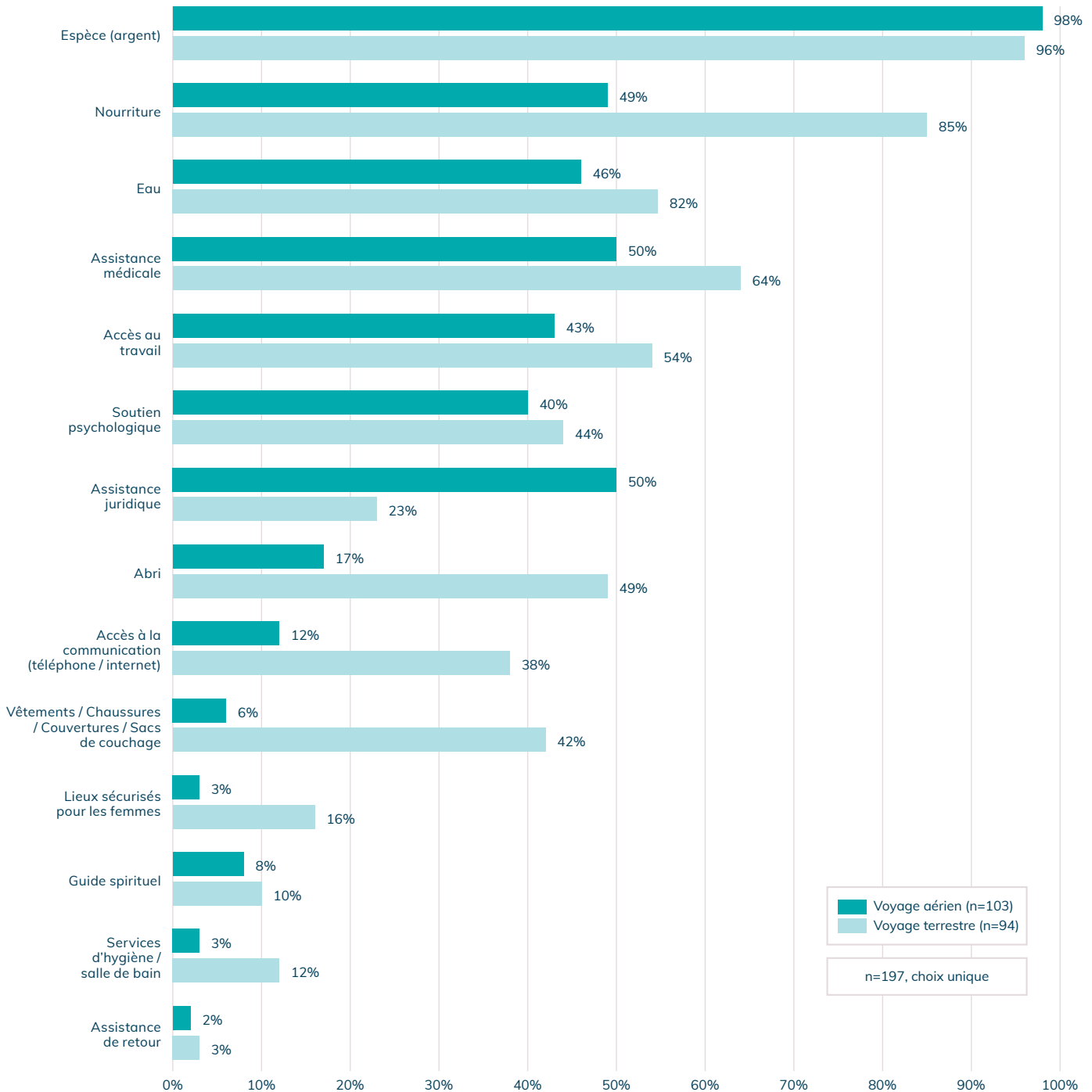
Les enquêteur(rice)s 4Mi ont signalé que les nouveaux/nouvelles arrivant(e)s de Sfax se sont installé(e)s à Erriadh, un quartier ayant déjà une forte présence étrangère, et ont commencé à chercher du travail dans les restaurants et chez les familles. En juillet 2023, la police a renforcé les contrôles de papiers de toute personne soupçonnée d'être migrante, entravant la possibilité d'accès des migrant(e)s et réfugié(e)s aux lieux de travail. A titre d'illustration, Awledna, comme les autres OSC en Tunisie au cours de l'été 2023, a reçu un volume accru de demandes d'assistance, en particulier de migrant(e)s adolescent(e)s arrivé(e)s de Sfax. Certain(e)s de ces jeunes ont été placé(e)s dans des logements d'urgence, mais sans accès à l'école ni au marché du travail, la seule solution proposée était le programme de retour volontaire de l'Organisation Internationale pour les Migrations. Ils/elles ont tous refusé, et ont fui du centre de jeunesse au bout d'un mois. Quelques nouveaux/nouvelles arrivant(e)s avaient un besoin urgent d'assistance médicale; par exemple, Awledna a aidé une mère qui avait dû marcher depuis Sfax avec sa fillette, ce qui a gravement déshydraté la petite.



## Besoins d'assistance différents selon les voies d'entrée en Tunisie

Il y a parfois des différences notables en termes de besoins d'assistance selon le mode d'arrivée en Tunisie. Les répondant(e)s arrivé(e)s par voie terrestre (plus probablement des migrant(e)s moins qualifié(e)s et en situation irrégulière) dont les besoins d'assistance signalés (n=94) portaient essentiellement sur l'assistance pour les moyens de subsistance de base, tels que l'alimentation, l'eau, un logement, des vêtements, un téléphone/ l'internet. En revanche, ceux/celles qui sont arrivé(e)s par avion (plus probablement des étudiant(e)s et en situation régulière) et dont les besoins d'assistance signalés (n=103) exprimaient un plus grand besoin d'assistance juridique, très probablement pour demander un titre de séjour (Figure 10).

**Figure 10: Besoins d'assistance à Sousse pendant l'été 2023, ventilés par moyens de transport**



## Expériences genrées et besoins d'assistance

Pour les femmes, les enfants peuvent être un facteur important qui définit leurs moyens de subsistance et leurs besoins d'assistance. Sur l'échantillon 4Mi, 48% des femmes, mais uniquement 37% des hommes, avaient des enfants. Alors que 76% des répondants ne voyageaient pas et ne vivaient pas à l'époque avec des enfants. Les répondants du groupe d'âge plus élevé (34/99 vs. 14/101 dans le groupe de jeunes) et les femmes (30/81 vs. 18/119 d'hommes) ont signalé deux fois plus souvent avoir des enfants à leur charge. Parmi les personnes ayant des enfants (n=48), la plupart voyageaient ou vivaient avec un seul enfant (39/48). Au cours des interviews qualitatives, plusieurs femmes ont partagé leurs expériences de familles brisées, de mères célibataires, et de grossesses difficiles sans accès aux soins de santé (voir encadrés 3, 4, et 7).<sup>47</sup>

Les entretiens qualitatifs montrent que l'accès à l'éducation pour les enfants migrant(e)s et réfugié(e)s était clairement un défi. À titre d'illustration, une mère malienne de deux enfants sans titre de séjour s'est fait dire (à tort) que ses enfants ne sont pas autorisés à s'inscrire à l'école primaire à Sousse (alors que leurs actes de naissance tunisiens leur donnent le droit d'accéder aux écoles publiques), et envisage donc de les ramener au Mali. Ne connaissant pas l'Arabe, de nombreux enfants ont du mal à intégrer le système d'éducation public. Grâce à son partenariat avec une école privée de langue française à Sousse, Awledna est en mesure d'obtenir des bourses d'études pour quelques enfants subsahariens africains chaque année. À l'école, ces enfants apprennent également l'Arabe tunisien et se font des amis tunisiens, un important facteur d'intégration sociale. Malheureusement, les solutions au cas-par-cas comme celle-ci sont limitées par le manque de financement. Actuellement, les bourses couvrent les frais de scolarité, mais pas les activités parascolaires ni les transports, ce qui pousse certain(e)s bénéficiaires à garder leurs enfants à la maison.

La vieillesse et l'isolement exacerbent les vulnérabilités de genre. Les femmes âgées interrogées dans le cadre de cette étude, en particulier les veuves, ont encore moins de chances de trouver un emploi, de demander un titre de séjour ou une carte de réfugié, ou de se faire des ami(e)s tunisien(ne)s. Une veuve marocaine d'une cinquantaine d'années, par exemple, s'est retrouvée sans ressources avec ses deux fils adolescents à la mort de son mari tunisien, seul soutien de la famille. Ne pouvant retourner dans son pays d'origine, où elle n'a plus de famille, elle survit grâce à l'aide sociale de l'État tunisien, à l'appui de voisins compatissants, ainsi qu'à des travaux de ménage occasionnels. De telles luttes genrées et âgistes reflètent l'évolution de la population migrante à Sousse, qui accueille désormais non seulement des étudiant(e)s étranger(e)s, mais aussi, de plus en plus, des familles avec enfants.

---

<sup>47</sup> Dans les enquêtes 4Mi, les femmes ont répondu que les violences sexuelles prévalaient pendant leur voyage, mais nous n'étions pas à l'aise pour discuter de cela en détail pendant les interviews qualitatives parce nous ne voulions pas susciter des souvenirs traumatisants sans pouvoir apporter l'assistance adéquate.

# Conclusions et Recommandations

Le présent rapport présente des données qualitatives et quantitatives sur les moyens de subsistance et les besoins d'assistance des migrant(e)s et réfugié(e)s à Sousse. En l'absence de stratégies nationales pour la migration et l'asile, la municipalité de Sousse utilise une approche progressiste de la gouvernance de la migration. Ce qui commençât comme un effort pour coordonner l'action de la société civile pour les migrant(e)s et réfugié(e)s en situation de vulnérabilité et créer une base de données lors de la pandémie de COVID-19 est aujourd'hui devenu une approche à plus long terme afin d'intégrer les questions de migration dans les programmes d'inclusion sociale.

Les migrant(e)s et réfugié(e)s à Sousse ne sont pas juste une main d'œuvre pas chère. La ville héberge divers groupes d'étranger(e)s arrivé(e)s en Tunisie par différentes voies (essentiellement par avion et par voie terrestre) et de différents groupes d'âge, statuts juridiques, stratégies de subsistance, et besoins de protection. D'une part, le rôle de Sousse en tant que centre régional d'éducation assure la présence d'étudiant(e)s hautement qualifié(e)s, essentiellement de l'Afrique de l'Ouest et des pays arabes, qui arrivent habituellement par avion. En travaillant occasionnellement dans le secteur du tourisme, les étudiant(e)s apportent déjà une importante contribution économique, et ont un potentiel considérable en tant que futur(e)s entrepreneur(e)s (transnationaux).

D'autre part, et en particulier suite à la flambée de violences à Sfax au cours de l'été 2023, un nombre important de travailleur(se)s immigré(e)s en situation irrégulière se sont déplacé(e)s à Sousse, pour échapper à la violence et à la discrimination et chercher à gagner de l'argent grâce à des petits boulots dans l'hôtellerie, le bâtiment, et l'industrie souvent pour payer leur passage vers l'Europe. Beaucoup de ces personnes sont d'abord arrivées en Tunisie de manière irrégulière après avoir traversé la frontière algérienne. C'est une nouvelle voie de migration, devenue très populaire récemment, comme alternative aux voies existantes et plus dangereuses, qui vont de la Libye vers la frontière Sud de la Tunisie, et où les migrant(e)s sont fréquemment repoussé(e)s par les gardes-frontières tunisiens vers la Libye.

Avec le rôle de Sousse comme plaque tournante et refuge, les acteurs de la société civile qui aident les nouveaux/nouvelles arrivant(e)s doivent maintenant faire face à des besoins urgents en termes de moyens de subsistance (argent, logement, travail). La grande majorité des nouveaux/nouvelles arrivant(e)s n'ont pas l'intention de rester à Sousse, même si le manque d'argent peut retarder la suite de leur parcours. Ils ont besoin d'aide en termes de moyens de subsistance, en particulier l'accès à un emploi régulier et la protection juridique au travail adaptée aux populations en transit. Les femmes réfugiées et migrantes ont des besoins de protection et des vulnérabilités spécifiques, en particulier pour celles qui prennent soin des autres et celles plus âgées, et ont donc besoin d'une assistance adaptée pour les moyens de subsistance, y compris l'accès à l'éducation pour elles-mêmes et pour leurs enfants et des services de garde abordables.

En plus de leur contribution économique, les étudiant(e)s étranger(e)s et les diplômé(e)s se sont taillé(e)s un rôle en tant qu'acteurs de développement, et partenaires sollicités par la municipalité de Sousse, les OSC, et les organisations des onusiennes. A travers des ONG auto-crées, les africain(e)s subsaharien(ne)s proposent des microcrédits et des formations à l'entrepreneuriat à leurs propres communautés.

Il reste à voir comment les nombres importants de départs en bateau des côtes tunisiennes et les mouvements intérieurs de Sfax à Sousse vont affecter l'accord controversé signé avec l'UE. Au cours de l'été 2023, les autorités ont fait preuve d'approches incohérentes par rapport aux départs; en effet, parfois les garde-côtes brûlent les bateaux des migrant(e)s et d'autres fois, ils ferment les yeux sur ces départs. Même dans les villes considérées comme "zones sûres" telles que Sousse, la police a renforcé les contrôle de papiers pour les migrant(e)s et réfugié(e)s. Comment le gouvernement tunisien, et les autorités sur le terrain, vont-ils se positionner à l'avenir?

## Recommandations de politiques

Les études précédentes ont déjà abouti à des suggestions sur comment améliorer les politiques de migration en Tunisie au niveau national, et comment inclure les migrant(e)s et réfugié(e)s dans les stratégies nationales de l'emploi.<sup>48</sup> Ici, les recommandations ont été élaborées spécifiquement selon le double rôle de Sousse en tant que plaque tournante pour les étudiant(e)s étranger(e)s – et, éventuellement, les futurs entrepreneur(e)s – et une zone sûre pour les migrant(e)s et réfugié(e)s qui travaillent de manière irrégulière, dont beaucoup sont en route vers l'Europe. Ces recommandations ont été formulées sur la base des conclusions de notre recherche, en collaboration avec les partenaires du projet et avec l'aide des parties prenantes clés de Sousse, y compris les OSC et la municipalité.

---

48 MMC (2021) Op. cit.

## Au niveau national

- **Permettre un accès plus facile et plus inclusif aux titres de séjour adaptés aux groupes de migrant(e) et réfugié(e) ayant des besoins différents:** Les données 4Mi montrent que la plupart des migrant(e)s et réfugié(e)s n'ont pas de titre de séjour et donc ne peuvent pas demander un permis de travail. Les interviews qualitatives soulignent également les difficultés rencontrées par les étudiant(e)s à travailler dans le secteur formel pendant leurs études, et à convertir leur titre de séjour après l'obtention du diplôme. Le gouvernement tunisien devrait mettre en œuvre sa stratégie nationale de migration de 2017. Elle a été révisée en 2021, et une plus grande attention a été accordée au rôle des municipalités, mais n'a pas été mise en œuvre. De meilleures procédures devraient prendre en compte les besoins des différentes populations étrangères:
  - **Les étudiant(e)s:** Les autorités devraient clarifier les procédures d'obtention d'un titre de séjour ("carte de séjour") pour les étudiant(e)s migrant(e)s. Actuellement, les étudiant(e)s ne peuvent demander ce titre qu'en s'inscrivant auprès des universités tunisiennes, qui facturent divers frais pour aider les migrant(e)s à obtenir leur titre de séjour. Les autorités devraient soit établir des frais standards de demande pour toutes les universités, soit permettre aux étudiant(e)s de faire leur demande directement. Les étudiant(e)s devraient pouvoir prolonger leur titre de séjour après l'obtention du diplôme et devenir éligibles pour un permis de travail, leur permettant d'avoir accès au marché du travail formel et de créer des entreprises.
  - **Les travailleur(se)s immigré(e)s irrégulier(e)s:** les migrant(e)s qui sont arrivé(e)s en Tunisie de manière irrégulière à travers les frontières terrestres ou qui ne sont pas des étudiant(e)s ne sont actuellement pas éligibles à un titre de séjour ou une autorisation de travail. Etant donné que plusieurs secteurs économiques en Tunisie, y compris à Sousse, sont dépendants de ces travailleur(se)s (ex. le bâtiment, l'agriculture, l'hôtellerie), ils/elles devraient être éligibles à un titre de séjour temporaire garantissant le droit au travail.
- **Transfert du pouvoir de décision au niveau local:** Actuellement, en Tunisie, la gouvernance de la migration est répartie entre différents ministères, sans une stratégie claire. Le pouvoir de décision devrait être transféré aux municipalités qui sont mieux à même de collecter des données et coordonner les efforts d'inclusion. Les municipalités pourraient ainsi coordonner avec les autorités régionales et nationales, y compris les commissariats régionaux et les gouvernorats.
- **Permettre aux municipalités d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques de migration basées sur les données:** Les municipalités devraient bénéficier d'une assistance pour a) ouvrir des centres d'accueil dans les quartiers ayant une forte présence de migrant(e)s; b) créer un "observatoire social", c'est-à-dire, une plateforme pour la collecte et l'échange des données, afin d'analyser les données sur la migration et développer des réponses politiques fondées sur les données. Cela nécessitera le développement de mécanismes de protection afin de s'assurer que les migrant(e)s soient conscient(e)s et consentant(e)s que leurs données soient collectées, sans les exposer au risque d'être arrêté(e)s et déporté(e)s. En permettant à Terre d'Asile d'ouvrir son centre d'accueil au siège de la délégation d'Erriadh, la municipalité de Sousse a déjà entrepris la première étape vers l'intégration de l'assistance aux migrant(e)s et réfugié(e)s au sein des services municipaux existants.

## Au niveau municipal

- **Promotion du développement inclusif intersectoriel pour la cohésion sociale:** au lieu de pointer du doigt les migrant(e)s et réfugié(e)s, les municipalités devraient adopter une approche inclusive intersectorielle afin d'inclure les populations vulnérables (telles que les tunisien(ne)s pauvres, les jeunes, les femmes, et les migrant(e)s et réfugié(e)s) dans le développement économique et social, par exemple à travers le développement des espaces publics inclusifs, ex., les parcs, les terrains de football, et les zones piétonnes. Elles devraient également mettre plus l'accent sur les thématiques qui affectent toutes ces populations vulnérables, par exemple les nombres croissants de personnes sans domicile fixe à Sousse, et ce pour la migration intérieure et, depuis l'été 2023, pour les migrant(e)s étranger(e)s qui arrivent de Sfax.
- **Harmonisation de la migration à travers des partenariats triangulaires et des échanges de meilleures pratiques entre villes d'origine, de transit, et de destination, par exemple dans le cadre des réseaux transnationaux de villes.** Par exemple, la municipalité de Sousse pourrait élaborer des collaborations avec les villes de Côte d'Ivoire et d'Italie. Cela pourrait permettre aux municipalités tunisiennes d'obtenir davantage d'aide financière, par exemple à travers les partenariats avec les villes de la rive nord de la Méditerranée.
- **Focalisation sur les responsables locaux afin d'assurer la continuité des efforts relatifs à la migration:** Les municipalités devraient renforcer les ressources dédiées aux questions liées à la migration qui pourraient être mises à disposition des responsables locaux, car ceux-ci ne sont pas concernés par les élections municipales et peuvent donc rester en poste plus longtemps. Cela comprend la sensibilisation aux questions liées à la migration et au développement inclusif au sein de ce groupe.

## Organisations de la société civile

- **Renforcement de l'assistance de base de moyens de subsistance des migrant(e)s et réfugié(e)s:** Les données 4Mi montrent un besoin quasi universel d'assistance parmi les migrant(e)s et réfugié(e)s, quel que soit leur statut juridique. Les OSC devraient prioriser l'assistance financière en espèces, en particulier pour les migrant(e)s ayant fui la violence ailleurs en Tunisie, et fournir des informations aux nouveaux/nouvelles arrivant(e)s concernant les structures locales d'aide, les autorités locales, et les employeurs.
- **Assistance aux moyens de subsistance adaptée aux femmes migrantes réfugiées:** Les femmes étrangères peuvent avoir besoin de formations complémentaires, associée à des services de garde d'enfants gratuits, et une aide financière pour les dépenses liées aux enfants, afin de pouvoir trouver un emploi. Etant donné l'augmentation de la population de sans domicile fixe, y compris parmi les femmes, les OSC devraient envisager de créer un centre intégré d'aide d'urgence et d'accueil, et des formations professionnelles et de renforcement des compétences à plus long terme, pour les femmes sans domicile fixe, tunisiennes, migrantes et réfugiées.
- **Leadership sur la gouvernance des migrations urbaines:** En mars 2023, la dissolution des conseils municipaux par le Président tunisien Kais Saïed a été un revers pour la décentralisation et le transfert de pouvoir, y compris la gestion de la migration menée par les municipalités.<sup>49</sup> Pour combler ce vide, les OSC devraient prendre le lead en partenariat avec les municipalités sur le développement socioéconomique inclusif.
- **Renforcement des compétences pour les OSC locales sur les questions liées à la migration:** A Sousse, il n'y avait pas d'OSC spécialisées dans l'assistance aux migrant(e)s et réfugié(e)s avant la pandémie de COVID-19. Les OSC apportent une meilleure compréhension des réalités et des besoins au niveau local, ainsi que des relations basées sur la confiance avec les populations cibles. Mais souvent les OSC manquent de compétences en planification stratégique.
- **Suppression des obstacles linguistiques pour les migrant(e)s et réfugié(e)s non-arabophones:** Les OSC devraient étendre leur programme d'interprètes volontaires qui peuvent aider les bénéficiaires dans les postes de police, dans les hôpitaux, et auprès des autorités tunisiennes. Il y a également un besoin urgent de faciliter l'intégration à travers des cours de langue arabe, en particulier pour les étudiant(e)s et les enfants migrant(e)s et réfugié(e)s.
- **Réalisation du potentiel économique des étudiant(e)s étranger(e)s:** Les OSC devraient encourager l'entrepreneuriat migrant à travers les microcrédits, les formations en compétences professionnelles, et l'association d'entrepreneur(e)s et investisseur(e)s étranger(e)s et tunisien(ne)s.

---

49 Reuters (2023) [Tunisian president to dissolve municipal councils months before local elections](#)

# Annexe 1. Collecte de données qualitatives

## Les intervenants clés interrogés à Sousse

Date de l'interview	Organisation
03/02/2023	Académie Annour
03/02/2023	Dignity of immigrant women Tunisie
09/02/2023	Association Solidarité Echange et Développement de la Jeunesse (ASEDEJ)
08/02/2023	Terre d'Asile
08/02/2023	Union des Français de l'étranger
13/02/2023	Université Privée de Sousse
08/10/2023	Municipalité de Sousse

## Migrant(e)s et réfugié(e)s interrogés à Sousse

Date de l'interview	Pays d'origine	Sexe
01/02/2023	Mali	Homme et femme (couple)
01/02/2023	Cameroun	Femme
02/02/2023	Maroc	Femme
02/02/2023	Côte d'Ivoire	Homme
02/02/2023	Algérie	Femme
03/02/2023	Cameroun	Femme
03/02/2023	Côte d'Ivoire	Femme
03/02/2023	Syrie	Homme et femme (couple)
06/02/2023	Côte d'Ivoire	Homme
06/02/2023	Palestine	Homme
07/02/2023	Burkina Faso	Femme
07/02/2023	RD Congo	Femme
08/02/2023	France	Femme
09/02/2023	Guinée	Homme
10/02/2023	Côte d'Ivoire	Homme et femme (couple)
10/02/2023	Syrie	Femme
10/02/2023	Côte d'Ivoire	Homme et femme (couple)
13/02/2023	Iraq	Homme
13/02/2023	Iraq	Homme
13/02/2023	Gabon	Homme

# Annexe 2. Méthodologie

Etant donné que ce rapport a été préparé à l'aide de données issues d'une approche à méthodes mixtes, cette annexe fournit plus d'informations sur la manière dont les données ont été recueillies et sur les considérations éthiques.

## Interviews qualitatives

En février 2023, une vingtaine d'entretiens semi-directifs ont été réalisés avec des migrant(e)s et réfugié(e)s à Sousse, dont beaucoup font partie des bénéficiaires à long terme des programmes d'Awledna. Par le biais d'un échantillonnage intentionnel, divers profils de migrant(e)s et de réfugié(e)s ont été inclus : étudiant(e)s d'Afrique subsaharienne et de pays arabes, réfugié(e)s et demandeur(esse)s d'asile (ex., de Syrie et de Côte d'Ivoire), travailleur(se)s migrant(e)s, migrant(e)s par le mariage, migrant(e)s âgé(e)s et personnes porteuses de handicaps. Lors de la sélection, l'équipe de recherche s'est appuyée sur les relations de confiance d'Awledna avec les communautés étrangères à Sousse. En raison de la petite taille de l'échantillon et de la méthode d'échantillonnage, les données qualitatives ne peuvent pas être généralisées, mais elles fournissent des histoires de vie approfondies, tout en nuancant les résultats quantitatifs.

Avant les entretiens, tous les participant(e)s ont reçu des formulaires d'information et de consentement en Français ou en Arabe. Tous ont accepté de participer à l'étude sous couvert d'anonymat. Les entretiens ont eu lieu à l'heure et à l'endroit de leur choix, généralement au domicile des personnes interrogées ou dans des cafés. En raison de la promiscuité, certaines rencontres ont eu lieu en présence de membres de la famille, ce qui a permis de mettre en exergue les expériences de genre et de génération et la répartition du travail. Les questions portaient sur le parcours migratoire des personnes interrogées, leur statut juridique, leurs moyens de subsistance actuels et leurs besoins en matière d'assistance, ainsi que sur leurs projets de poursuivre leur déplacement. Les entretiens ont duré entre une demi-heure et une heure; elles ont été enregistrées puis transcrites par l'équipe de recherche. Tou(te)s les participant(e)s ont reçu une compensation financière de 40 DT (environ 12 €) pour couvrir les heures de travail perdues.

L'équipe de recherche a également mené et enregistré des discussions de deux heures et des discussions de groupes en Français et en Arabe avec des hommes et des femmes migrant(e)s et réfugié(e)s afin d'évaluer les dynamiques et les interactions entre les étudiant(e)s étranger(e) de différentes nationalités, ainsi que les travailleur(e)s irrégulier(e)s. Ces discussions ont eu lieu à la Maison des Jeunes dans le quartier d'Erriadh à Sousse. Au préalable, tou(te)s les participant(e)s ont reçu des informations par écrit et des formulaires de consentement en Français ou en Arabe, et ont également reçu une compensation financière de 40 DT.

De plus, des entretiens avec des informateur(rice)s clés ont été réalisés avec des représentant(e)s locaux d'ONG, d'institutions du secteur privé et de la municipalité en février et octobre 2023. La plupart de ces entretiens ont été enregistrés; aucune compensation financière n'a été accordée.

## Enquêtes 4Mi

Le projet 4Mi du MMC propose un système global de collecte de données primaires sur les migrations mixtes par le biais d'une enquête à questions fermées. L'enquête pose des questions sur les profils des migrant(e)s et des réfugié(e)s, les facteurs et les itinéraires migratoires, les stratégies et les défis de financement, ainsi que les aspirations migratoires. Au total, 200 enquêtes ont été réalisées à Sousse entre juin et septembre 2023 par quatre enquêteur(ice)s recruté(e)s, formé(e)s et encadré(e)s par le MMC. Deux enquêteurs étaient des hommes et deux étaient des femmes. Tous, sauf un (une employée tunisienne d'Awledna) étaient issu(e)s de communautés de migrant(e)s. Les participant(e)s à l'enquête ont été identifié(e)s par un échantillonnage boule de neige dans les quartiers de réfugié(e)s et migrant(e)s et à partir des réseaux personnels des enquêteurs. Les enquêteur(ice)s ont ciblé des répondant(e)s vivant et travaillant dans différents quartiers de Sousse et issu(e)s de différentes communautés, et ont cherché à obtenir une représentation égale d'hommes et de femmes. Au cours de l'été 2023, les participant(e)s potentiel(le)s étaient réticent(e)s à s'engager, même avec des enquêteur(ice)s issu(e)s de leur propre communauté, de peur que leurs données personnelles ne soient partagées avec la police. Tous les enquêteur(ice)s (y compris les deux femmes enquêtrices) ont eu plus de mal à recruter des femmes; des réfugié(e)s syrien(ne)s ont été contacté(e)s mais ont refusé de participer à l'enquête.

Les enquêteur(ice)s suivent un protocole standardisé de collecte des données : tout d'abord, ils/elles lisent un script aux répondant(e)s, les informant de l'existence du Conseil danois des réfugiés (l'organisation mère du MMC) et du MMC, de l'objectif de l'entretien, et du fait que les informations qu'ils/elles partagent sont volontaires, anonymes et confidentielles. L'enquête 4Mi dure environ 45 minutes et est disponible en plusieurs langues, dont l'Arabe, l'Anglais et le Français.



Le Centre sur la Migration Mixte (MMC) est un réseau mondial spécialisé dans la collecte de données, la recherche, l'analyse et l'élaboration de politiques et de programmes sur les migrations mixtes, avec des centres régionaux accueillis au sein des bureaux du Danish Refugee Council en Afrique, Asie et Pacifique, en Europe et en Amérique Latine, et une équipe mondiale basées à Genève et Bruxelles.

Le MMC est une source majeure de données, de recherches, d'analyses et d'expertise indépendantes et de haute qualité. Le MMC a pour objectif d'améliorer la compréhension des migrations mixtes, d'avoir un impact positif sur les politiques migratoires mondiales et régionales, de fournir des réponses en matière de migrations mixtes fondées sur des données probantes pour les personnes en déplacement et de stimuler la réflexion dans les débats publics et politiques sur les migrations mixtes. Le MMC met l'accent sur les droits humains et la protection de toutes les personnes en déplacement.

Le MMC fait partie du Conseil danois pour les réfugiés (DRC).

Pour en savoir plus sur le MMC visitez notre site web: [mixedmigration.org](https://mixedmigration.org) et suivez nous sur [@Mixed\\_Migration](https://twitter.com/Mixed_Migration)



Madar est financé par :

